

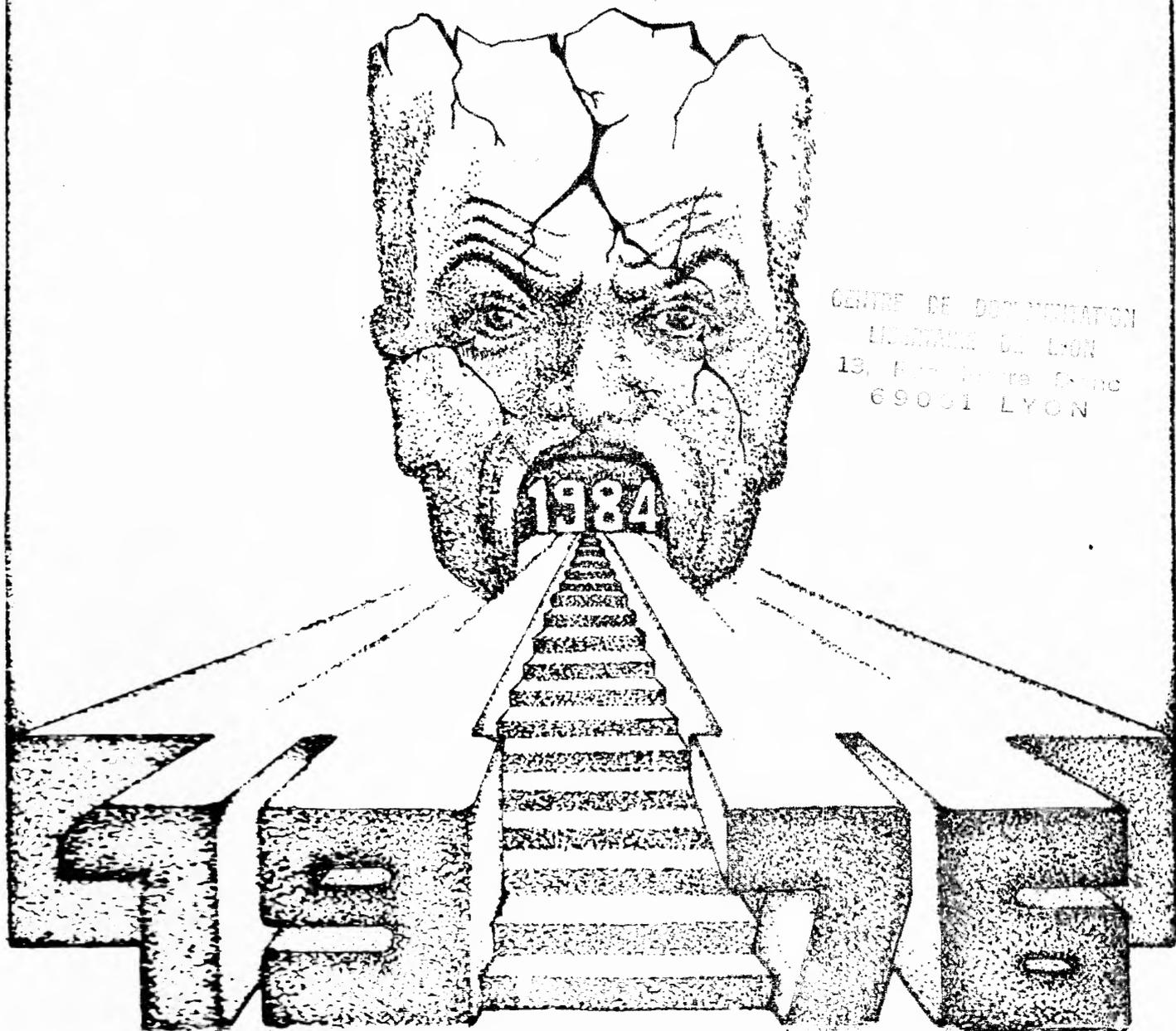
CONFRONTATION ANARCHISTE

NUMERO SPECIAL

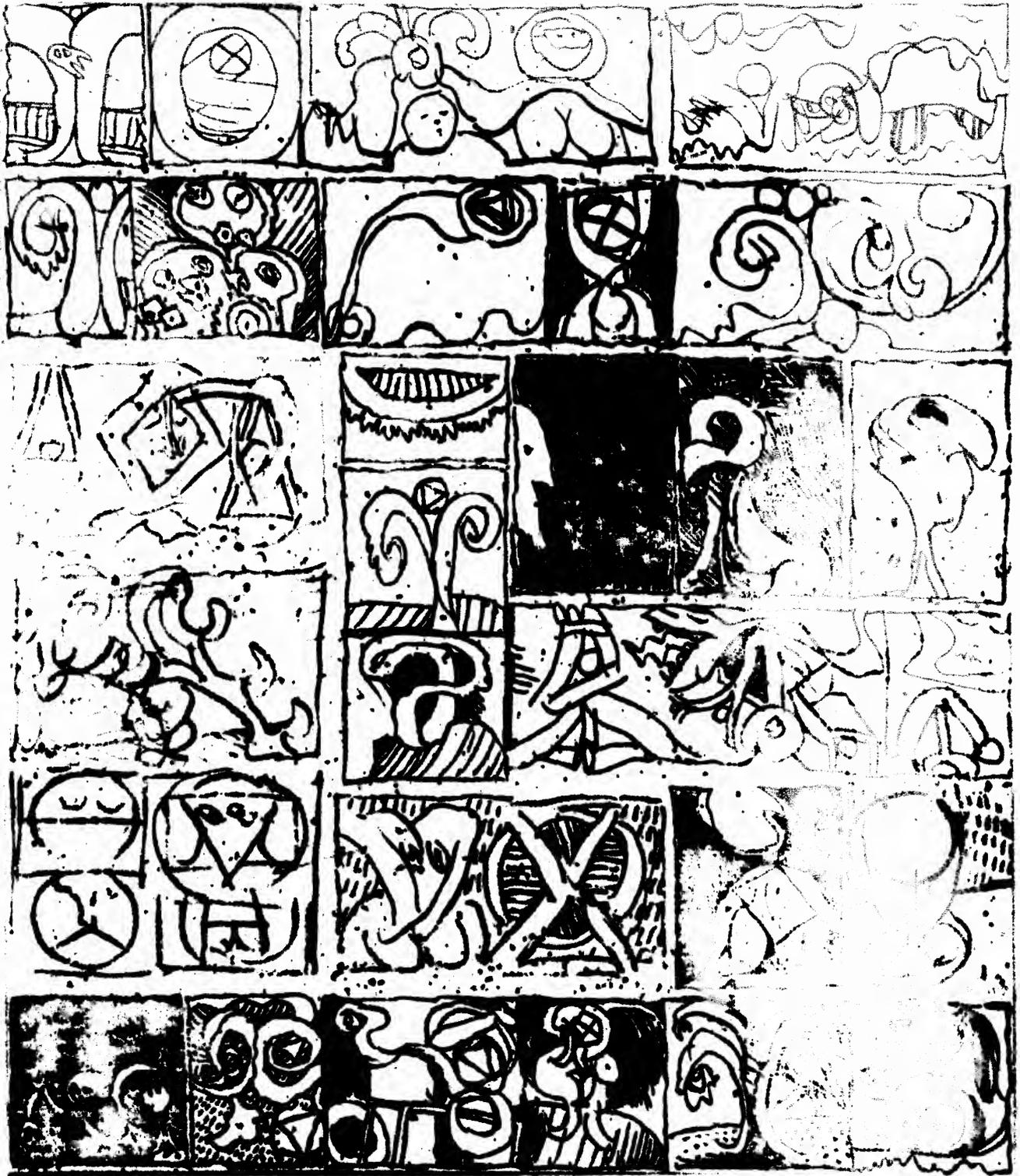
N° 30

"c.a"

RESTRUCTURATION



CENTRE DE DOCUMENTATION
HERITAGE DE LYON
13, Rue de la République
69001 LYON



Memento

* SOMMAIRE *

- p. 3: Communiqué final de l' A.G.
de COORDINATION ANARCHISTE

- p. 4: Compte-rendu de l' A.G.

- p. 8: "Repères pour un antiétatisme
militant".

- p. 55: "Bases théoriques pour une
stratégie libertaire!"

* NUMERO SPECIAL DEBAT COORDINATION ANARCHISTE *

.....
 ASSEMBLEE GENERALE NATIONALE DE COORDINATION ANARCHISTE
 16-17-18 AVRIL ORLEANS

COMMUNIQUE FINAL

A la suite des journées de travail réunissant l'Assemblée Générale de COORDINATION ANARCHISTE ,une majorité s'est dégagée dans le sens d'une restructuration entraînant le départ des représentants du courant ne reconnaissant pas:

- 1) la nécessité de l'acceptation de la lutte de classe.
- 2) la nécessité d'y avoir une pratique révolutionnaire dont le produit sera la radicalisation et l'auto-organisation des travailleurs .
- 3) la nécessité d'inscrire le combat anarchiste sur deux axes essentiels et indissociables qui sont l'Anti-étatisme et l'Anti-capitalisme .

COORDINATION ANARCHISTE tient à préciser qu'elle s'inscrit dans un combat global où il ne saurait exister de distinction du type front principal(intervention dans les luttes économiques du prolétariat) et front secondaire (pratique révolutionnaire vis-à-vis des appareils d'Etat).

En conséquence ,COORDINATION ANARCHISTE se retrouvera dans les luttes à côté de ceux qui se battent dans le même sens .

§§§§§§§§§§§§§§§§

<p style="text-align: center;">COMPTÉ-RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE COORDINATION ANARCHISTE</p>
--

L'assemblée générale de C.A. qui s'est tenue à Orléans les 16-17-18 Avril a été marquée par le tournant décisif que 5 ans :

- de manque de clarification politique .
- de coordination inexistante pour certains groupes.
- de confrontation débouchant sur aucun acquis .
- de luttes trop souvent ponctuelles, au coup par coup, sans option de lutte prolongée.
- de responsabilités mal partagées

IMPOSAIENT

La première journée de travail a vu l'acceptation d'ordre du jour présenté par Paris, qui se décomposait ainsi:

- 1) Bilan des groupes Coordination Anarchiste Province et Paris.
- 2) Bilan théorique, autocritique, et dépassement de la situation actuelle.
- 3) Propositions concrètes pour une restructuration de la Coordination Anarchiste.

Le bilan des groupes de part sa richesse a étonné les participants de l'A.G., d'autant que le compte-rendu de ces activités était nouveau, n'ayant quasiment jamais été inscrit dans le Bulletin Confrontation Anarchiste.

Il n'est pas question de faire ici un bilan détaillé des activités des différents groupes, pour deux raisons:

- 1) d'une part ce bilan serait trop important.
- 2) d'autre part, les conclusions politico-organisationnelles de combat prises au terme de ces trois jours font que nous n'entendons plus jouer le rôle d'informateur vis-à-vis des camarades (absents à l'A. G.), se situant souvent à mi-chemin entre l'attentisme et l'engagement militant. (Cette position sera précisée au terme de ces pages.)

En quelques points, nous pouvons cependant dire:

- qu'une nouvelle capacité d'intervention s'est développée depuis un an chez la majorité des groupes.
- qu'une volonté de s'inscrire dans la lutte des travailleurs s'est affirmée et existe déjà pour certains groupes.
- qu'un manque de globalisation des pratiques révolutionnaires (mauvaise coordination, structures inadéquates) était réelle.
- que la clarification politique est apparue comme inévitable et déterminante.

oooooooooooo

Le deuxième point de l'ordre du jour, "bilan théorique, autocritique et dépassement de la situation actuelle", a fait apparaître, lors du débat de la deuxième journée, le clivage politique entre deux tendances.

Cinq ans d'interventions (parfois moins pour certains camarades) par l'intermédiaire de la Coordination Anarchiste ont conduit la majorité des groupes à préciser leurs options politiques, à réviser leur conception organisationnelle de lutte. Le débat a eu lieu, long, difficile, faisant apparaître de plus en plus clairement l'impossibilité pour la tendance minoritaire (partie prenante des statuts de 1971, sans révision ou rupture) de rester dans "Coordination Anarchiste" qui avait déjà dépassé tant au niveau de l'engagement militant qu'au niveau de la clarification politique (inscription dans la lutte de classe, recherche d'une unité théorique et stratégique, rejet donc de la fédération de synthèse, critique de l'autonomie prise trop souvent comme autarcie...) la plateforme de 1971.

Les camarades se référeront ici aux deux textes d'orientation, soumis au vote,

- 1) - Repères pour un antiétatisme militant - , texte majoritaire, et qui devient tronc commun théorique.
- 2) - Bases théoriques pour une stratégie libertaire - texte repoussé.

oooooooooooo

L'adoption du texte tronc commun par la majorité des groupes (entraînant le départ de la tendance minoritaire) a permis d'en arriver au troisième point d'ordre du jour: "Propositions concrètes pour une restructuration de la Coordination Anarchiste".

Les divers projets de restructuration ont été confrontés pour aboutir à un projet final adopté de façon unanime. Ces structures organisationnelles découlant du texte tronc commun majoritairement adopté valent dès à présent pour cette nouvelle "Coordination Anarchiste".

Leur contenu détaillé et précis ne peut en aucun cas être reproduit ici puisqu'il ne concerne que les militants se reconnaissant dans le nouveau projet C.A. .

Pour en donner un aperçu rapide , soulignons malgré tout quatre points:

- 1) Coordination des pratiques dans la lutte de classe dans toutes ses instances, sur des bases anti-étatiques et anti-capitalistes .
- 2) Création d'un collectif national composé de différentes commissions intérieures dont les tâches sont nationales.
- 3) Re-définition des groupes de base et des militants à la C.A. .
- 4) Adoption de points tels que: révocabilité, mandatation, cotisations mensuelles proportionnelles, création d'un bulletin intérieur.

oooooooooooo

Nous avons été surpris de constater l'absence d'un certain nombre de groupes qui durant les derniers mois nous avaient présentés leur ralliement à la Coordination Anarchiste.

Grâce à ce numéro spécial de Confrontation Anarchiste, tous les absents sont en possession des éléments nécessaires à leur prise de position inévitable.

Les conclusions de cette A.G. Nationale qui a vu apparaître une position politique claire (tronc commun) et une structure organisationnelle de combat, ont bien évidemment entraîné une clarification

tant au niveau du bulletin CONFRONTATION ANARCHISTE ,qu'au niveau de certains de ses abonnés.

Ainsi le présent numéro de Confrontation Anarchiste est le dernier paraissant sous cette forme (information intérieure au mouvement libertaire). Les prochains numéros seront un entraînement vers le journal national prévu à moyenne échéance. Plus aucune information concernant l'activité des groupes C.A. n'y paraîtra (le bulletin intérieur de Coordination Anarchiste valant pour les groupes présents à l'A.G., ayant été mis en place.)

Il ne peut plus y avoir aujourd'hui, dans la Coordination Anarchiste, de position attendue, comme cela a été le cas.

Nous nous sommes donnés les moyens à cette A.G. de pouvoir enfin passer à l'offensive, nous invitons les camarades oeuvrant dans ce sens à prendre contact avec la commission intérieure:

H. D.

B.P. 1902

45009 ORLEANS Cedex

oooooooooooooooo

REPUBLICAN

OFFICE

IN

ANTI-SLAVERY

WILLIAM



COORDINATION

ANALYSIS

CHAPITRE 1	
<u>INTRODUCTION AU COMBAT ANARCHISTE</u>	10
Pourquoi une coordination anarchiste, 10 - Ideal/combat ,projet, pratiques révolutionnaires, 11 - Volonté vélléité de représentation, 12 .	
CHAPITRE 2	
<u>ORIENTATIONS DU COMBAT ANARCHISTE</u>	
<u>ANTI-CAPITALISME</u>	14
Transformation des rapports sociaux de production , 14 - Barbarie productive du Vieux Monde, 15 - Expropriation autogestionnaire et autogestion vis-à-vis des institutions étatiques, 16 -Un combat unique, 17 .	
<u>ANTI-ETATISME</u>	18
Etat, Appareil, Institution, 18 - Majorité instituée contre minorité instituante, 19 - Pour une société contre l'Etat, 20 .	
CHAPITRE 3	
<u>REPERES POUR UN ANTI-ETATISME MILITANT</u>	23
<u>ATTITUDES VIS-A-VIS DE L'ETAT</u>	24
La pensée de Marx, l'activité de Lénine, 25 - La démarche réformiste: libérale, autoritaire, gauchiste, 26 - Le mouvement ouvrier et anarchiste: pratique anarcho-syndicaliste anti-étatique, 27 .	
<u>APPAREILS D'ETAT</u>	29
Gouvernement, 30 - Administration, 30 - Armée, 31 - Police, 33 - Prison, 34 - Asile, 35 .	
Idéologie et pratique anti-étatique.....	35
<u>APPAREILS D'ETAT (autres)</u>	37
Eglise, 38 - Scolaire, 39 - Famille, 40 - Information, 40 - Habitat, 41 - Politique, 41 - Syndical, 43 .	
L'anti-étatisme militant.....	45
Trajet global et pratique spécifique anti-autoritaire; localité de la vie et totalitarisme de l'Etat, 47 .	
Libertaire / autoritaire.....	48
CHAPITRE 4	
<u>LE POLITIQUE CONTRE LA POLITIQUE</u>	49
CHAPITRE 5	
<u>POUR UNE COORDINATION ANARCHISTE DE CLASSE ET A CONTENU ORGANISATIONNEL</u>	51

CHAPITRE 1

 INTRODUCTION AU COMBAT ANARCHISTE

Pourquoi une COORDINATION ANARCHISTE ? les motivations sont multiples et complexes; autant ne pas s'y attarder pour l'instant .
 Disons qu'il y a principalement deux raisons : il ne s'agit pas de "droits" puisque ce serait accepter le Juridique; avec les éléments confus que nous avons, nous ne croyons pas non plus à une morale qui existerait au-dessus et contre la société de classes, pour parler de "devoirs". Parlons donc plutôt de deux nécessités ressenties comme deux besoins:

- 1° de s'en sortir, donc de généraliser nos luttes .
- 2° d'assurer l'auto-organisation et la radicalisation de toutes les luttes d'émancipation sociale.

La première nécessité si occultée de nos jours, nous concerne en tant qu'individus, groupes, etc.; la deuxième concerne la société toute entière, dont nous faisons partie . La démarche anarchiste consiste dans l'accomplissement de ces deux besoins .

Au-delà des formalismes anti-organisationnels qu'il faut combattre si l'on veut réellement se donner les moyens d'aboutir, il y a une préoccupation qui nous est commune : ne pas reproduire dans nos luttes les structures du pouvoir que l'on combat .

*

Ce n'est pas un idéal (l'ANARCHIE) qui nous unit mais un combat. Le projet (COMMUNISTE LIBERTAIRE) que nous avons en commun est l'expression directe, l'émanation du champ d'interférences des pratiques révolutionnaires.

Si l'on veut savoir ce que nous voulons, ce n'est pas dans un programme plus ou moins développé, immédiat ou lointain, qu'il faut chercher, mais dans la pratique révolutionnaire qui nous est commune, dans les larges orientations qu'elle implique (antiétatisme, anti-capitalisme), dans les constantes (libertaires) qu'on peut en dégager.

Nous n'avons pas de théorie qu'il s'agirait d'appliquer voire d'imposer, les orientations qu'impliquent nos pratiques et leurs constantes ne jouent qu'un rôle relativement limité, il s'agit d'un terrain qui permet de nous reconnaître, de nous coordonner, de donner de l'ampleur à nos pratiques en les confrontant. Ceci permettant également de vérifier l'impact qu'elles peuvent avoir afin de les généraliser et ainsi de les protéger contre le rejet systématique, le détournement, la récupération dont elles font l'objet dans la société actuelle.

Il n'est pas question d'ériger ces orientations et constantes en une théorie "scientifique" ou pas, qui pourrait guider d'autres pratiques en cours; il s'agit de constituer un lieu de rencontres de stimulation, et d'incitation à de telles pratiques de façon à ce que d'une part leur autonomie, et d'autre part leur réalisation dans les meilleures conditions, soient assurées.

En même temps il en résulte la nécessité de montrer lorsque c'est le cas, comment toute une série de pratiques propres à de nombreux groupes ou individus s'inscrivent souvent indirectement dans ces orientations, ou en dégagent les constantes.

*

La pratique (travail de transformation exercé sur un objet déterminé, dont le résultat est la production de quelque chose de nouveau) est révolutionnaire dans la mesure où son produit entre en contradiction avec les éléments donnés de l'objet sur lequel elle a agi (soit dans la mesure où il y a coupure entre le produit de la pratique et la "matière première" sur laquelle elle a agi).

Il faut mettre en relation ces pratiques, expliciter cette relation; il faut lutter pour le maintien de leur autonomie, dénoncer les dangers de récupération, montrer enfin l'enjeu de la généralisation de ces pratiques.

La prise de conscience du caractère central de ce type de pratiques révolutionnaires et de leur enjeu dans le changement radical de la société peut se faire partiellement par la diffusion des orientations qu'elles impliquent, et par le rôle qu'elles jouent

dans les luttes quotidiennes ponctuelles ou continues .

Pourtant ce n'est que lors des mouvements de masse quand les masses cessent d'être tout simplement des "masses", parce que ce qui les a consacrées comme telles, s'effondre dans la dynamique du mouvement, quand chaque groupe et individu se rendent compte, des possibilités que leur offrent leurs propres pratiques révolutionnaires, de la compatibilité de leurs pratiques avec celles des autres, des obstacles qui leur ont toujours interdit de telles pratiques en leur en imposant d'autres, reproductrices de leur propre misère, qu'une telle prise de conscience peut réellement se faire . Ce n'est qu'alors que les pratiques déjà existantes peuvent se généraliser et que leurs obstacles peuvent être détruits .

La coordination des pratiques révolutionnaires déjà existantes peut avoir en ce sens un double effet: d'une part offrir des éléments de son expérience, qui vont pouvoir servir aux autres, aux nouvelles pratiques, proposer des structures facilitant la dynamique du mouvement, et d'autre part rendre possible une meilleure cohésion du mouvement constitué par les pratiques révolutionnaires généralisées, empêchant tout retour en arrière .

*

Dans l'immédiat le combat anarchiste ne concerne de fait qu'une minorité, formée de ceux qui s'y inscrivent directement. Ceci ne doit pas enlever au projet qu'il énonce - communisme libertaire - son caractère global . Ce, pour deux types de raisons:

- 1) à la suite de toute une série d'analyses concernant la société et son histoire, on peut conclure que de "droit" la majorité de la population est concernée par ce combat et par son projet.
- 2) notre combat ne peut atteindre ses objectifs immédiats ou lointains, qu'une fois généralisé et mené par tous ceux qui sont concernés.

Il serait important d'énoncer dès le début notre façon de concevoir le rapport entre ceux qui mènent un combat et ceux qui, quoique directement concernés, n'y participent pas .

Nous anarchistes, rejetons toute volonté-vélléité de représenter ceux qui sont concernés par nos luttes mais qui ne s'inscrivent pas dans notre combat, sous quelque forme que cela puisse se manifester: démagogique au début et carrément répressive dans le cas où nous aurions un impact réel. Tous ceux qui sont concernés par nos luttes sont nos camarades: donc nos rapports avec eux

sont des rapports de solidarité .Ce n'est nullement en les représentant sans leur accord réel que nous manifesterons notre solidarité ,mais en faisant tout pour détruire ce qui fait qu'ils ne mènent pas notre combat, en les incitant en camarades .Il s'agit d'une condition sine qua non de l'émancipation de la société . Evidemment nous ne nous contenterons pas de ne pas vouloir les représenter ,mais nous combattons activement toute autre volonté-vélléité de représentation(démagogique et/ou répressive).

*

CHAPITRE 2

.....
 ORIENTATIONS DU COMBAT ANARCHISTE

 ANTI-CAPITALISME

La fin de l'exploitation de l'homme par l'homme implique nécessairement la destruction du capitalisme dans toutes les formes qu'il peut revêtir.

La destruction du capitalisme signifie la transformation des rapports sociaux de production capitalistes-d'exploitation- dans des rapports sociaux de production socialistes-de collaboration-. Dans ce processus , la division sociale du travail disparaîtra progressivement et le salariat sera aboli .

La transformation des rapports de production ne peut se faire qu'à travers l'expropriation, généralisée et autogestionnaire, des moyens de production par les producteurs directs eux-mêmes . Ceux-ci prennent par conséquent en charge la production tout en la transformant radicalement selon leurs besoins propres .

Les rapports de production ne sont qu'un aspect des relations sociales ; on leur accorde la priorité dans la mesure où d'une part, l'activité productive est nécessaire à la société humaine pour se reproduire en tant que telle , et d'autre part parce que la production constitue le lieu où les relations sociales se manifestent le plus clairement .

L'augmentation impressionnante des effectifs mobilisés dans la reproduction des rapports sociaux capitalistes (de l'école aux loi-

sirs), dont l'activité est souvent accessoire face aux besoins de la société, ne doit pas cacher le caractère central de la production. Toutefois il ne faut à aucun moment confondre l'activité productive socialement nécessaire, avec l'activité productive à laquelle sont contraints les producteurs actuellement.

De ce point de vue, il est évident que changer les relations sociales de production veut dire produire différemment, autre chose. Il n'y a pas de véritable prise en charge de la production par l'ensemble des producteurs, si ceux-ci ne changent pas radicalement le type de production qu'ils ont subi.

Négligé généralement par le mouvement révolutionnaire qui nous précède, ce problème se pose maintenant à ceux qui veulent changer les relations sociales. D'autant plus que le capitalisme par le développement de sa technologie et de son administration tend à rendre impossible (de façon de plus en plus sûre) toute tentative ayant comme but sa destruction, si cette tentative ne s'accompagne pas d'une remise en question cohérente de sa technologie et d'un rejet systématique de son administration. Au triomphalisme productiviste du mouvement ouvrier, nous opposons clairement la nécessité de changement réel de la production comme condition indispensable à l'émancipation du prolétariat et à la destruction du règne du capital. Notre réponse au capital tel que nous le subissons maintenant diffère donc substantiellement de celle de nos ancêtres "progressistes". Les luttes même partielles des travailleurs doivent s'accompagner d'une réflexion critique concernant leur activité productive, les possibilités de lui donner un contenu différent à un moment donné ou même de l'abandonner en faveur d'une autre. L'organisation spécifique des travailleurs (à construire) doit en faire sa problématique de base.

*

Il ne s'agit pas de changer de patron (ce dernier fut-il constitué par les meilleurs représentants des travailleurs) mais d'accomplir une mutation sociale sans précédent, et qui ne peut être que l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs.

Le trait caractéristique de la société qui en résultera, ne sera pas de rendre plus efficace la barbarie productive du Vieux Monde afin que l'ensemble de la société puisse jouir de ses délices supposés, mais d'en finir une fois pour toutes avec son irrationalité qui nous opprime.

*

*

L'expropriation des moyens de production n'a rien à voir avec la simple modification de leur statut juridique même si celle-ci passe par l'alléchante mais démagogique opération de "pouvoir populaire".

Elle doit être généralisée et autogestionnaire. L'expropriation partielle ne peut aboutir (s'il n'y a pas échec tragique) qu'à la récupération, à une nouvelle alternative pour la gestion du capital. Et autogestionnaire!.... tarte à la crème depuis quelque temps de pas mal d'Etats, partis, groupuscules; prononcé avec autant de sérieux par les "communistes", "socialistes", monarchistes même, gauchistes, à partir des spéculations les plus insensées et avec pour objectif de se légitimer ou de vendre mieux leur marchandise, le terme Autogestion a pour les anarchistes un contenu très précis et une référence très concrète: la pratique historique révolutionnaire du prolétariat.

L'expropriation autogestionnaire: cela veut dire que c'est aux travailleurs eux-même de décider collectivement dans une démocratie directe, en coordination, des nouvelles conditions de production.

Mais l'expropriation ne sera pas autogestionnaire grâce à l'intervention du bon dieu au lendemain du Grand Soir; l'autogestion des luttes aujourd'hui prépare les travailleurs à l'expropriation généralisée. Et l'autogestion des luttes n'est possible que si les travailleurs deviennent capables d'autogérer leur propre vie (individuelle et collective), d'être autonomes vis-à-vis des institutions qui les oppressent souvent en dehors, mais aussi par rapport à la production.

*

L'autonomie ne s'acquiert que par le combat contre l'Autorité. Ce combat est anarchiste. L'anarchisme n'est pas seulement la négation de l'Autorité mais aussi et en même temps l'affirmation de l'autonomie.

Sans lutter aujourd'hui et incessamment pour l'autonomie vis-à-vis des institutions étatiques, courroies de transmission du capitalisme, les travailleurs ne pourront jamais s'affranchir réellement. Le combat anarchiste a connu beaucoup de défaites mais ceux qui ont cru pouvoir en faire l'économie, n'ont réussi finalement qu'à donner des issues encore plus efficaces au monde qu'ils prétendaient combattre.

*

La critique du capitalisme est faite dans ces lignes avant celle de l'Etat, dans une intention polémique vis-à-vis de nous-mêmes: si ceux qui prétendaient diriger la lutte anti-capitaliste, désertant le combat antiétatique, n'ont apporté que des solutions de rechange à ce qu'ils croyaient combattre, infligeant ainsi de sérieuses défaites au prolétariat, ce n'est pas une raison pour que les anarchistes désertent les luttes du prolétariat contre le capitalisme.

Il ne sert à rien d'avoir raison, si cette raison ne s'articule dans les luttes. Si ceux dont l'avenir en dépend ne s'en emparent pas, elle est condamnée à être jetée aux poubelles de l'histoire, à côté de ce qu'elle avait souvent combattu.

Ce qui nous paraît important de rappeler, c'est que l'anti-capitalisme n'est pas révolutionnaire sans un antiétatisme et vice versa .

Il s'agit ici d'ailleurs de la différence spécifique de la démarche anarchiste (historique révolutionnaire aussi) qu'on ne doit à aucun moment perdre de vue et dont la confirmation dans les luttes signifie la possibilité réelle d'un débouché pour les révolutionnaires : le communisme libertaire .

La COORDINATION ANARCHISTE ne propose pas pour autant une complémentarité, qui impliquerait clivage, mais un combat unique dont les deux dimensions centrales sont l'anti-capitalisme et l'antiétatisme .

*

ANTIETATISME

La destruction du capitalisme implique la destruction de l'Etat et la lutte constante contre toutes les formes qu'il peut revêtir. Il ne s'agit pas d'une condition supplémentaire du combat anti-capitalisme, à remplir selon les circonstances et les calculs tactico-stratégiques faits à un moment donné, condition qui peut toujours être refoulée, mais d'un combat sous-jacent au combat anti-capitaliste, sine qua non de l'émancipation sociale.

*

L'Etat n'est pas une abstraction bénéfique ou maléfique; il a une existence bien concrète à laquelle la société se heurte dans toutes ses démarches sans en être pour autant consciente.

Il a pour nom Armée, Police, Gouvernement, Prison, mais aussi Famille, Ecole, Eglise, Mass-médias, Parti ou même Syndicat.

L'Etat est la matrice organisante de ces institutions qui constituent ses APPAREILS; l'Etat est le dénominateur commun de ces institutions dans leur contenu répressif vis-à-vis de la société. Il coordonne et assure le fonctionnement et la légitimité de ces institutions qui par conséquent, consacrent son existence et sa nécessité.

*

Les institutions dont nous parlons, sont des systèmes de règles érigées en normes à un moment historique donné, selon les intérêts

d'une certaine couche ou classe sociale. L'existence de ces institutions implique la répression constante (physique et/ou logique) de tous ceux dont on n'a pas pris en compte les intérêts. Ces derniers, qu'il s'agisse de la classe ouvrière ou de "catégories" sociales, ethniques, sexuelles telles les femmes, les enfants, les homosexuels, l'occitanie ou le Pays Basque, entrent en conflit avec les institutions en question, dès qu'ils essaient de s'affirmer spécifiquement.

Qu'il soit plus ou moins perçu et affirmé, ce conflit a une existence objective : il oppose celui qui subit l'institution (appelons-le "institué") à celui qui en a l'exercice et/ou à celui dont les intérêts fondent l'institution (appelons-le "instituant"). Il existe donc une majorité assujettie, "institué" par une minorité "instituant".

*

Comment cette majorité pourra-t-elle s'affranchir? Le problème de la majorité ne doit pas être de devenir à son tour "instituant" au détriment d'une minorité "institué". D'ailleurs, ce serait impossible puisque 'il y a toujours une minorité instituant et une majorité institué ; le résultat d'une telle opération réside dans le fait que l'ancienne majorité constituée se retrouve, à peu d'exceptions près, dans la nouvelle. Même si effectivement une certaine couche de l'ancienne minorité instituant se retrouve refoulée dans la nouvelle majorité institué ; cette éviction, aussi satisfaisante qu'elle puisse être, ne peut pas compenser l'immobilisme de la condition de la majorité institué. Ce que nous sommes en train d'avancer n'a rien d'hypothétique ; il n'est pas même nécessaire d'invoquer trop d'arguments logiques ou philosophiques ; pour appuyer nos propos. Il suffit de considérer attentivement une réalité historique qui nous est contemporaine : le socialisme étatique qui se propose souvent comme alternative au capitalisme avec la prétention en plus de faire disparaître l'Etat. Rien à dire, la bureaucratie s'est affirmée, une partie de l'ancienne minorité instituant a été éliminée ; mais quelle surprise pour le prolétariat et la paysannerie de se retrouver plus désarmés que jamais, sur la même position qu'avant la Révolution !

*

L' intérêt de la majorité instituée n'est pas de prendre la place de la minorité instituante (...pour y laisser ses meilleurs représentants, aussi authentiques fussent-ils, et se retrouver désarmée dans la place qu'elle pensait quitter), mais de détruire systématiquement le rapport instituant/institué tel que l'Etat l'impose et dont elle est la première victime. Elle doit constamment et sur tous les fronts lutter .

- pour que chacun soit, puisse être à la fois instituant et institué .
- pour une société où les normes instituées à un moment donné , puissent être révocables à un autre moment.
- pour une société où les normes ne la régiront plus, mais où celle-ci régira tout selon ses intérêts immédiats, réels et globaux.
- pour une société où toute tentative d'une minorité pour instituer une fois pour toutes des normes selon ses intérêts, se heurtera à la résistance active et insurmontable de la société toute entière .

Mais cela ne signifie pas une société sans Etat, comme certains projets idylliques l'ont rapportée, ou, inspirée de la société existante avant l'apparition de l'Etat , mais une société contre l'Etat. Cette société ne peut être seulement le produit d'un Grand Soir sanglant et plein de barricades, mais celui d'un processus révolutionnaire. La société contre l'Etat ne sera jamais instaurée, institutionnalisée (ce serait un procédé étatique). Son maintien sera le fruit des luttes incessantes de la société , qui constitueront l'unique garantie de la réalisation des individus et des collectivités libres.

Car, ne nous leurrions pas; l'institution étatique n'existe pas seulement grâce à ceux qui en ont l'exercice, mais aussi grâce à ceux qui la subissent. Sinon le communisme libertaire serait pour demain. Pourtant ne nous trompons pas; c'est à ceux qui subissent l'institution étatique de la détruire , et non à ceux qui l'exercent. L'Etat n'est pas nécessaire à la société mais à une certaine couche sociale se réalisant sur le dos de la société -avec souvent l'acceptation-poutant jamais intégrale- de cette dernière.

En simplifiant beaucoup, on pourrait dire que la formation et la possibilité de consolidation de l'Etat est due à une certaine situation indépendante de la volonté de la société : le développement insuffisant, à un moment historique donné, des moyens de pro-

duction pour la reproduction de la société humaine. Mais pourquoi continue-t-il d'exister maintenant et pourquoi est-il accepté ? C'est qu'il ne s'est pas agi d'un simple complot de maîtres ayant instauré la tyrannie étatique à la suite d'une occasion qui se serait présentée.

En instaurant progressivement l'Etat et en le consolidant, ceux qui bénéficiaient de la situation ont su créer dans la tête des autres la nécessité de son existence :

A force de coups, à force d'arguments et aussi à force d'illusions inculquées à leurs victimes, qu'ils ont ainsi impliqués dans leur oeuvre en leur faisant croire à la fatalité dont il faut s'accoutumer si l'on veut survivre .

Malgré tout, ceux qui font partie de cette majorité instituée ne peuvent s'affirmer et se réaliser que contre l'Etat , et donc contre ceux qui ont l'exercice du pouvoir, et contre ceux dont les intérêts y sont représentés . Si ces derniers se réalisent (jamais intégralement puisque sur le dos des autres) la société n'a pas le choix, elle ne peut se réaliser pleinement qu'en détruisant l'Etat.

Ne nous laissons pas pour autant emporter par l'optimisme découlant de la nécessité objective de notre tâche .

Une simple référence à Marx , qui en croyant inévitable la disparition de l'Etat, a mis en place les bases théoriques et pratiques d'un Etat encore plus draconien que les autres, nous suffirait. C'est pourquoi nous, anarchistes, devons rappeler à tout moment par notre pratique, que nous sommes fondamentalement anti-étatiques. Nous devons nous affirmer et nous assumer comme anti-étatiques donc comme sociétaires également. Nous agissons contre l'Etat , non pas au nom de la société (pour lui en faire subir un autre) mais en tant que société . Cela signifie que non seulement l'Etat n'est pas un moyen pour s'en sortir mais qu'il faut s'organiser, de façon à ne pas reproduire la structure du pouvoir d'Etat et, en dehors de ses institutions (même des plus crédibles qu'elles puissent paraître : partis politiques, par ex.).

Toutefois, à moins de vouloir sombrer dans un anti-étatisme abstrait et suicidaire, ou dans un anti-capitaliste idéaliste, cachant un mesquin réformisme, il ne faut pas négliger la relation entre le Capital et l'Etat .

L'Etat a comme fonction la reproduction des relations sociales en tant que relations d'exploitation; dans la mesure où l'activité productive joue encore le rôle le plus important dans l'activité humaine, ce sont les relations dans et par rapport à la production que l'Etat vise tout d'abord.

*

CHAPITRE 3

 REPERES POUR UN ANTI-ETATISME MILITANT

A force d'être répétée rituellement, sans être pour autant articulée dans les pratiques de lutte, la formule-il s'agit déjà souvent d'une formule-de la nécessité de la suppression de l'Etat, autrefois objectif et non pas seulement "principe" , fut vidée de tout contenu. Parallèlement le rôle de l'Etat n'a cessé de croître, confirmant en quelque sorte le bien-fondé des prévisions libertaires et ainsi l'importance à accorder au combat anti-étatique.

Si le problème de ce combat se repose aujourd'hui, c'est beaucoup moins grâce aux militants anarchistes qu'aux mouvements de masse anti-autoritaires auxquels on assiste depuis 1968 (principalement contre l'Armée et contre l'Ecole et , contestation de plus en plus radicale de la Prison, de la famille, de l'environnement, etc.). L'impasse dans laquelle se trouvent actuellement ces mouvements, objets d'une répression d'autant plus sournoise qu'elle est idéologique, et en proie à la récupération des organisations politiques (P.S., P.C., gauchistes) voulant s'affirmer à travers ces mouvements mais finalement contre eux, et par ailleurs la volonté de certains groupes (1) anarchistes de sortir de leur immobilisme, ont reposé le problème du combat anti-étatique .

(1) ..groupes qui, même s'ils ont joué ou jouent un rôle important dans ces mouvements ne réussissent pas à capitaliser les acquis de ces luttes, afin de rendre possible leur aboutissement en les inscrivant dans un processus global révolutionnaire, dont une dimension essentielle est constituée par le combat anti-étatique .

Il faut tout d'abord distinguer le Pouvoir d'Etat et les Appareils d'Etat. Une couche ou une classe sociale peut détenir le pouvoir d'Etat sans pour autant contrôler tous les appareils d'Etat.

Il faut ensuite faire la distinction entre les deux types d'Appareils d'Etat:

1) ceux qui fonctionnent principalement à la répression violente (voire physique) et donc à sa menace, mais aussi parallèlement à la répression idéologique (à la conviction): le gouvernement, l'Administration, l'Armée, la Police, (la Milice), les Tribunaux, les Prisons, les Asiles, etc...

2) ceux qui fonctionnent tout d'abord à l'idéologie, mais lorsque "cela ne marche pas", fonctionnent aussi à la répression. Chacun de ces appareils constitue un système de plusieurs institutions qui peuvent être d'ailleurs considérées comme distinctes. Ce sont l'Appareil d'Etat Scolaire, l'Appareil d'Etat Religieux, l'Appareil d'Etat Juridique, l'Appareil d'Etat Politique, l'Appareil d'Etat Syndical, l'Appareil d'Etat Familial, l'Appareil d'Etat Culturel, l'Appareil d'Etat de l'Information, etc...

Si dans le premier cas la répression s'effectue au nom de la Raison d'Etat (au-delà de tout droit), dans le deuxième cas elle s'effectue plus sournoisement par le biais de l'idéologie bourgeoise dominante.

Rappelons, bien que nous en ayons déjà parlé, la fonction de ces institutions étatiques: le maintien et la reproduction des rapports sociaux de production d'exploitation. Ceci à travers les rapports d'autorité, institutionnalisés par les bénéficiaires directs (ceux qui exercent ces rapports) et indirects (ceux dont les intérêts sont représentés), et dont le rejet par ceux qui les subissent implique la répression.

*

Grosso modo cette description de l'Etat, avec quelques nuances en ce qui concerne sa fonction, est commune à l'ensemble des mouvements qui se réclament du socialisme; ce qui les oppose radicalement, c'est l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat. Selon la réponse théorique et pratique donnée par rapport au problème de l'Etat, on peut distinguer en gros deux attitudes: l'attitude réformiste (social-démocrate), l'attitude anarchiste (révolutionnaire). Dans la réponse social-démocrate, il convient également de

distinguer plusieurs moments déterminants et plusieurs aspects différents: la théorie de Marx, l'action de Lénine, la réponse réformiste libérale, la réponse réformiste autoritaire et respectivement une variante (relativement distincte) de la dernière, l'attitude gauchiste.

Par ailleurs, ces aspects une fois distingués, comportent des différences notables. Pourtant dans leur réponse globale-acceptation de l'Etat-ils s'inscrivent dans la même ligne.

Nous allons essayer de les décrire de façon succincte.

*

Il n'existe pas chez Marx de théorie de l'Etat au même titre que celle du Capital; c'est ce qui explique que la deuxième ait servi plutôt le renforcement de l'Etat que l'affranchissement du prolétariat. Pourtant sa réponse est formelle:

- a) l'objectif de la lutte de classe est le pouvoir d'Etat, donc l'utilisation par la classe qui le détient, de l'Appareil d'Etat en fonction de ses objectifs de classe.
- b) le prolétariat doit s'emparer, à travers son parti, du Pouvoir d'Etat Bourgeois en place et le remplacer par un Appareil d'Etat différent, prolétarien.
- c) Ensuite, mettre en oeuvre un processus de destruction de l'Etat ce qui correspondrait à un dépérissement nécessaire.

A partir de cette position de Marx, s'est constitué le clivage peut-être le plus important et constant dans le mouvement ouvrier entre les anarchistes qui l'ont systématiquement combattue et les sociaux-démocrates qui s'en sont réclamés, souvent dans des buts différents de ceux que l'on peut déceler dans l'oeuvre de Marx.

Ce qui est essentiel à retenir, c'est que l'enjeu de la polémique entre Marx et les anarchistes concerne justement la façon de s'organiser du prolétariat: dans un Parti hiérarchisé et centralisateur, s'inscrivant donc objectivement dans un Appareil d'Etat Bourgeois, ou d'une manière réellement fédéraliste, anti-autoritaire et spécifique, en préconisant ainsi déjà les structures de la société à construire après la Révolution.

*

Le deuxième moment important pour la compréhension des positions actuelles sociaux-démocrates est constitué par l'activité de Lénine par rapport à un parti et vis-à-vis de la grande révolution sociale russe.

C'est Lénine qui a théorisé et mis en pratique à travers le parti bolchevique et l'Etat "soviétique" les plus sombres conséquences que les indications de Marx pouvaient contenir. C'est le résultat de sa pratique qui a confirmé le plus clairement les critiques que les anarchistes faisaient à Marx au sujet de l'Etat.

C'est pourquoi les anarchistes ne peuvent être qu'anti-léninistes. Quant au terrorisme étatique contre-révolutionnaire dont Lénine a posé les fondements, il serait plus correct de l'appeler blanquiste-léniniste car il s'inscrit plutôt dans la ligne des projets autoritaires des politiciens ou même révolutionnaires petits bourgeois du XIX^e siècle dont Blanqui est un exemple caractéristique par rapport à la pensée de Marx .

C'est en ce moment aussi , que la fraction social-démocrate non-léniniste s'est mise ouvertement au service du Capital, en acceptant de gérer son Etat , sans même généralement se donner la peine de lui apporter quelques modifications.

Nous ne parlerons pas des autres personnages de la brochette, dans la mesure où nous ne croyons pas qu'ils aient joué un rôle capital dans l'évolution de la social-démocratie vis-à-vis de l'Etat. Soulignons pourtant que Engels a eu une position beaucoup plus proche de la social-démocratie que Marx, que la critique de Rosa Luxembourg à l'égard de la conception léniniste du parti et ses propos sur le spontanéisme doivent être pris en considération pour distinguer des courants marxistes révolutionnaires qui pourraient mener des luttes communes avec les anarchistes; que l'opposition Trotsky/Staline ne nous paraît pas pertinente pour ce qui en est de l'évolution concentrationnaire du capitalisme d'Etat soviétique (malgré le caractère positif de certaines positions oppositionnelles du premier vis-à-vis du renforcement stalinien de l'Etat bureaucratique).

*

La réponse réformiste-libérale à l'Etat est relativement connue: changer sans trop bouleverser les institutions étatiques; les transformer sans gêner personne. Adoucir en un mot, les effets visiblement frustrants de ce mal nécessaire, l'Etat.

Le résultat est clair: ces institutions sont rendues plus "viabiles", plus adaptées au développement du capital, leurs effets moins évidents. On peut qualifier cette réponse de réformiste (c'est à

travers des réformes politiques politiques qu'elle se manifeste), de libérale (puisque le libéralisme en cours n'est nullement remis en cause, au contraire).

Si la solution réformiste libérale s'impose clairement comme solution de rechange pour le système capitaliste en cours, la situation change apparemment beaucoup dans le cas de la solution réformiste-autoritaire.

Celle-ci implique effectivement des bouleversements institutionnels sans précédent, des mutations d'accent dans l'importance à accorder à tel ou tel Appareil d'Etat; mais tous ces changements s'accompagnent d'un renforcement sans précédent des fonctions répressives des institutions étatiques. Le socialisme étatique le prouve amplement. A remarquer qu'il s'agit toujours, malgré certaines apparences, d'une attitude réformiste vis-à-vis de l'Etat dont la fonction est autoritairement accrue et renforcée par les bureaucrates qui en ont l'exercice.

Il y a enfin une troisième réponse, celle qui est généralement appelée "gauchiste"

Quoiqu'il ne s'agisse, politiquement que d'une variante du réformisme autoritaire, il existe souvent une contradiction entre la nouvelle sensibilité de ses adeptes et/ou sympathisants qu'on peut déceler dans certaines de leurs pratiques et la légitimité politique qu'ils avancent. Ce premier aspect doit être retenu comme une composante du combat anti-étatique à mener.

*

Après ce rappel des différentes positions existantes au sein de la social-démocratie, voyons un peu comment le problème s'est posé du côté du mouvement ouvrier et anarchiste.

Il existe une perspective historique dont il faut tenir compte, à l'égard de la pratique révolutionnaire de masse vis-à-vis des Appareils d'Etat. La prise de conscience sur leur nature et de la nécessité de leur destruction a été progressive. Si au début elle a été très violente et relativement abstraite, on constate que par la suite, c'est souvent par rapport aux obstacles que les différentes institutions étatiques pouvaient constituer pour le mouvement ouvrier immédiat, qu'une critique (s'accompagnant d'une pratique concrète) des Appareils d'Etat s'est développée.

Il suffit pour mettre en évidence l'existence de cette pratique de masse anti-étatique, de rappeler des mots d'ordre comme celui par

exemple , de l'organisation de classe du prolétariat d'Espagne, la C.N.T., en 1936: "Guerre aux Institutions, Paix aux travailleurs". Il suffit également de regarder les statuts des grands syndicats révolutionnaires du début du siècle.

Pourtant, parallèlement, dans la mesure où le combat anti-institutionnel se radicalisait et se spécifiait, et dans la mesure où la Social-Démocratie gagnait du terrain en participant de plus en plus à la gestion de l'Etat, donnant ainsi au Capital des moyens plus efficaces à l'exercice de sa domination, le combat antiétatique devenait incompatible avec l'efficacité du mouvement ouvrier , de plus en plus réformiste.

C'est ainsi que le combat anti-étatique perd sa dimension de masse et que les anarchistes désertent de plus en plus les luttes du prolétariat, auquel pourtant il ne cesse d'appartenir de fait et de droit.

C'est la grande contestation de 1968 qui a reposé les problèmes relevant de l'antiétatisme. C'est ainsi qu'il y a eu un nouvel intérêt pour les anarchistes , qui furent les seuls à poser le problème de l'Etat en termes révolutionnaires et à avoir eu une pratique antiétatique de masse .

*

APPAREILS d' ETAT

Nous allons maintenant essayer de suggérer sommairement quelques éléments nécessaires au combat antiétatique, à partir de ce que l'on peut retenir de la pratique historique anarchiste et à partir des changements survenus dans l'Etat dans les dernières décennies.

La principale critique adressée à l'antiétatisme anarchiste traditionnel, c'est moins son inadéquation à l'Etat actuel que son ossification et son retrait progressif des luttes révolutionnaires du prolétariat. Cela ne doit pas cacher pourtant l'évolution de l'Etat qui s'est souvent traduite par des changements qualitatifs importants. En effet, si l'on peut dire que les principes de la critique et de la lutte vis-à-vis des Appareils d'Etat fonctionnant tout d'abord à la répression (Gouvernement, Administration, Armée, etc...) restent généralement valables, la tâche étant de les sortir de leur isolement, de les appliquer à la situation immédiate en s'accrochant aux événements actuels, c'est-à-dire de les intégrer dans les luttes, dans le cas des Appareils d'Etat fonctionnant tout d'abord à l'idéologie (Ecole, Famille), les choses ont beaucoup changé, ce qui signifie qu'il y a beaucoup à inventer si l'on veut se donner les moyens réels de combattre ces appareils en tenant compte de leur importance croissante et donc de leur nouvelle structuration.

*

Ainsi en ce qui concerne le domaine du GOUVERNEMENT, de sa légitimité et de sa faculté de gouverner en général, il y a beaucoup à reprendre de la critique que les classiques de l'anarchie en faisaient. Il faudrait la reconstituer systématiquement en lui ajoutant les nouveaux éléments récemment intervenus .

La critique du gouvernement ne doit pas être simplement une pratique ponctuelle lors des élections mais doit être élargie ; elle peut se manifester par un permanent compte-rendu du cirque gouvernemental. Elle devrait être plus argumentée mais aussi plus agressive ; sa pratique permanente pourrait la rendre plus efficace lors des élections, qui constituent malgré tout son champ d'action privilégié ; ce n'est qu'ainsi par exemple qu'il peut y avoir une prise de conscience plus générale du contenu révolutionnaire de l'abstention aux élections. Ce serait également une occasion pour avancer la nécessité d'un autre type de représentativité, antiétatique, fondé sur la démocratie directe. Inutile de rappeler qu'il faudrait donner plus de consistance théorique à un concept comme celui de la démocratie directe, dont la pratique doit commencer dans l'organisation spécifique libertaire et de base (de quartier, de production, ...).

*

Le développement et l'extension agressifs du pouvoir de l'ADMINISTRATION dans tous les domaines de la vie sociale doivent faire l'objet d'une permanente dénonciation et résistance active. La neutralité de l'Administration ne peut être crédible qu'aux yeux de ceux qui se laissent avoir, au prix d'un supposé confort, par la campagne d'imbécilisation organisée par le Pouvoir afin de mieux contrôler ses sujets ou plutôt ses objets.

Le degré de contrôle obtenu, dans les "démocraties" industrielles avancées par l'Etat à travers l'Administration dépasse celui des Etats déclarés fascistes (qui y sont eux, parvenus au prix d'innombrables agressions physiques). L'absence quasi totale (à l'exception de certains groupes anarchistes) de réponse politique lors du dernier recensement en France, le prouve pleinement.

Parallèlement, il faut toujours faire connaître la séparation voire l'incompatibilité qu'il existe entre l'Administration nécessaire à la société pour son développement, et l'Administration nécessaire à l'Etat pour sa reproduction.

L'analyse attentive de l'opposition violente manifestée à l'administration par les paysans venus travailler en ville ou par les anciens travailleurs-artisans acculés à travailler à la chaîne, sur laquelle se fondait souvent l'antiétatisme de masse anarchiste traditionnel est certes nécessaire, mais n'est pas suffisante; il y a énormément à faire pour secouer la société de l'apathie à laquelle elle est contrainte, pour la rendre consciente des dangers du pouvoir incontrôlable de l'Administration.

*

L'ARMEE étant un sujet relativement connu et faisant l'objet d'une pratique libertaire assez constante (visant à sa destruction) nous ne ferons que quelques remarques.

Toute analyse portant sur l'armée actuelle doit tenir compte des nouvelles données technologiques dont l'utilisation n'a pas manqué de se faire sentir sur le plan strictement militaire mais aussi au niveau des fonctions et de la nature de l'armée traditionnelle.

Si les conséquences de ce phénomène appuient la thèse de la nécessité de la destruction des armées, incompatibles non seulement avec le socialisme mais aussi avec tout projet raisonnable de survie de la société, elles nous obligent aussi à revoir les analyses classiques sur l'armée.

Aussi on peut aujourd'hui affirmer que la distinction entre armée de métier et service national ne joue plus le même rôle qu'au début du siècle. Toute armée "nationale" ou "populaire" est déjà une armée de métier dans la mesure où ce n'est qu'une minorité haut-placée hiérarchiquement, utilisée en permanence par l'Etat, qui détient le pouvoir de décision. Les décisions que peut à tout moment prendre cette haute techno-bureaucratie militaire, ne s'expriment plus seulement par le pouvoir de donner des ordres au reste de l'armée, mais surtout s'exprime par l'accès direct et incontrôlable aux moyens de dissuasion (vecteurs atomiques stratégiques et tactiques), qui lui est permis par le caractère extrêmement spécialisé de ces derniers.

Cela ne veut pas dire qu'il faut laisser faire, là où ce serait le cas, le passage explicite de l'armée de conscription à l'armée de métier mais qu'il ne faut pas non plus faire de cette distinction un permanent obstacle à l'anti-militarisme révolutionnaire.

Si potentiellement toute armée est de guerre civile, il ne faut pas

négliger pour autant les moyens qu'elle se donne dans l'imédiat pour accomplir cette fonction. La guerre civile n'intéresse aucunement la bourgeoisie puisque ce serait une guerre de classe (classe contre classe). Le statu quo à l'intérieur des frontières (le problème des guerres internationales est différent) est trop précieux à cette bourgeoisie pour qu'elle ne se donne pas les moyens de l'imposer. C'est à travers l'endoctrinement et l'abrutissement (apprentissage forcé de la plus absolue hiérarchie) et la dissuasion systématique, que l'armée "dernier rempart de la nation" (ce qui ne veut pas dire qu'elle reste autrement inactive) accomplit à merveille cette fonction. La critique et la lutte contre cet endoctrinement ne doit jamais cesser. Les tendances libéralo-réformistes par rapport à l'armée doivent être dénoncées comme nécessairement incapables d'en transformer la nature répressive et ayant comme fonction immédiate de faciliter son acceptation.

Il est évident que dans la mesure du possible le débordement de ces réformes-pouvant entraîner une situation de rupture donc de remise en question de l'armée en tant qu'institution étatique- doit être utilisé.

Le processus de destruction de l'armée passe prioritairement par son refus physique (objection et surtout insoumission). Le soutien à ces formes de lutte doit être inconditionnel: il s'agit aussi bien d'un soutien politique que de la mise au point d'un circuit parallèle d'entraide pour les insoumis. Pourtant la pratique actuelle de ces formes de lutte implique des limites: leur caractère individuel et exemplaire rend souvent leur généralisation inconcevable. L'anti-militarisme devant être l'affaire de tous, comment avancer une pratique de masse anti-militariste?

L'augmentation du nombre d'insoumis par exemple ne peut suffire à elle seule, il faudrait donner à l'insoumission un caractère collectif- au même titre par exemple que l'insoumission vis-à-vis des loyers ou autres taxes- et international (qui couperait court à l'argumentation, toujours efficace de la subversion d'une armée en faveur d'une autre). Cela doit être un permanent sujet de réflexion pour nous. Il faudrait en même temps essayer d'élargir le plus possible le soutien à l'anti-militarisme révolutionnaire. La force de l'anti-militarisme anarchiste d'antan résidait dans sa pratique de masse à travers l'action syndicale; il suffit de se

rappeler le slogan de la C.G.T. à la veille de la première guerre mondiale, slogan activement repris par les travailleurs révolutionnaires: "Guerre à la guerre".

Aucune forme de lutte contre l'armée ne doit être négligée, l'élargissement de cette lutte devant être considérée comme un objectif permanent (à condition bien sûr qu'il s'inscrive dans un processus de destruction et non pas de reproduction de l'armée).

*

Autant en temps de paix civile la fonction répressive de l'armée est ressentie comme latente et abstraite, potentielle et idéologique, autant la répression exercée par les institutions relevant de la POLICE apparaît comme violente et immédiate; c'est à travers ses agissements répressifs, souvent arbitraires sinon criminels, que la Raison du Pouvoir (d'Etat) se fait accepter quotidiennement par la société.

Si ceux qui "tombent" les premiers, sont ceux qui ont été mis en marge de la société par l'Etat, chaque individu n'en reste pas moins potentiellement une proie facile pour la répression policière. L'action révolutionnaire menée par ceux qui n'acceptent pas la marginalité dans laquelle ils ont été repoussés et s'assument dans un combat central de changement global de la société, est certainement la cible privilégiée de la répression.

La lutte contre la Police et le terrorisme Institutionnel que cette Police est censée faire accepter, doit utiliser en permanence les contradictions existant au sein de la Police et dans ses actions. Leur dénonciation peut aider à la compréhension de sa nature de classe et à la relativisation du rôle civique qu'elle prétend remplir.

L'action révolutionnaire doit toujours avoir le souci de se légitimer vis-à-vis de la société afin d'éviter l'affrontement direct avec la police et la répression démesurée qui en découle; elle doit également tenir compte de la répression qu'elle pourrait rendre possible vis-à-vis des révolutionnaires.

Les moyens d'auto-défense mis en oeuvre par les révolutionnaires ne doivent pas seulement être efficaces mais aussi être réellement différents des moyens répressifs combattus; ils doivent contenir à l'Etat embryonnaire, la structure auto-défensive de la société dans un point plus avancé du processus révolutionnaire; sinon les "milices populaires" pourraient rapidement remplacer la Police et exercer le même rôle anti-social.

*

*

Il en est de même pour les TRIBUNAUX et la PRISON : ce n'est pas la commode adjonction de l'épithète "populaire" qui changera quoique ce soit à la fonction répressive de ces institutions: le combat révolutionnaire ne se fait pas en bâtissant un Etat dans l'Etat existant, Etat qu'il s'agirait de faire triompher au détriment du second.

La pratique révolutionnaire vis-à-vis de ces institutions consiste dans l'incessante dénonciation de leurs contradictions et de leurs conséquences nocives pour la société; elle consiste dans l'analyse permanente de la situation qui permet et fait souvent accepter l'exercice de ces fonctions répressives de l'Etat; elle consiste évidemment dans la lutte pour le changement réel de cette situation, dont l'inégalité économique et l'existence de hiérarchies institutionnalisées sont les causes déterminantes.

Même si tactiquement elle doit être prise en compte, la distinction droit commun/politique ne constitue qu'une distinction secondaire pour nous. Tout prisonnier en lutte, tout "droit commun" assumant socialement son action doit être soutenu par les révolutionnaires. Pourtant il ne faut pas se leurrer: tout ce qui n'est pas dans les normes, (crime, vol, pillage, ...) n'est pas forcément potentiellement révolutionnaire; il s'agit même d'action visant objectivement la reproduction sinon le renforcement de l'Etat répressif actuel. Si les militants reproduisent souvent le "polititisme" du pouvoir qu'ils combattent, les "délinquants", les blousons noirs, les voyous organisés ou pas, s'ils opposent parfois une certaine violence contre le pouvoir, ne reproduisent pas moins, ailleurs, la violence du pouvoir (contre les exploités).

Cela n'empêche pas de soutenir les victimes agissantes (puisqu'elles franchissent les normes fixées par l'Etat, qui est le principal bénéficiaire de leur application) du Capital (la majorité des emprisonnés provient des milieux déshérités de la population).

Il faut lutter contre et dénoncer à tout moment, au-delà de tout formalisme anti-étatique et sans pour autant tomber dans la démagogie, l'injustice et l'irrationalité de la répression, quelque elle soit.

L'émancipation des travailleurs et de la société en général, passe autant par la dénonciation du caractère de classe de la Police, des Tribunaux, de la Prison, que par la dénonciation de leur nature ré-

pressive incompatible avec une société libre .

L'exigence de tout légaliser ou bien par exemple l'exigence de créer un appareil tout aussi puissant que la police, et chargé de prouver l'innocence d'un accusé ne paraît pas être-malgré les apparences- incompatible avec les objectifs du combat anarchiste. (On imagine facilement la situation absurde dans laquelle se trouveraient les défenseurs de l'étatisme, obligés de donner suite à de telles exigences).

*

Il en est de même pour les ASILES, variantes "médicales" des prisons étatiques; si la prise de conscience du caractère répressif et arbitraire et du rôle complémentaire qu'ils jouent par rapport à la répression étatique "classique", avouée, est relativement récente, cela ne doit pas nous cacher que l'internement massif a été un des fondements de l'instauration et de la consolidation de la société bourgeoise.

Rappelons en fin que c'est à ceux qui sont victimes de la répression (catégories sociales qui sont particulièrement atteintes par exemple prostituées, emprisonnées "anormaux", ...) de s'organiser et de fixer les objectifs de leur lutte, selon leurs propres nécessités. Les anarchistes doivent soutenir leur propre auto-organisation par tous les moyens sans tenter de leur imposer quoique se soit. La radicalisation et la généralisation de ces luttes, qui peuvent être assurées aussi par la popularisation de leur légitimité, inscrivent leurs auteurs dans un combat révolutionnaire qui ne peut être qu'anarchiste car il vise la destruction des institutions répressives et de leur fondement.

*

Si le fonctionnement de l'armée, de l'administration, de la police, de la prison les tourne principalement vers la répression ou la menace de répression, la situation est sensiblement différente dans un autre type d'institutions telles l'Ecole, l'Habitat, la Famille, l'Information, fonctionnant à la "conviction" à travers l'idéologie dominante, de telle sorte que leur nature fondamentalement répressive passe souvent inaperçue.

Pour nous anarchistes, la lutte contre l'idéologie dominante ne passe pas par la création de fronts secondaires sinon tertiaires (qui sont toujours désertés selon des circonstances et des hypothèses tactico-stratégiques.).

Cette lutte ne passe pas non plus par l'affirmation d'une autre idéologie soi-disant scientifique, qui prendrait la place de celle "en cours" et qui dans l'immédiat aurait comme fonction de justifier l'appétit de pouvoir (pouvoir qui s'exercerait avec bonne conscience) de ceux qui s'en revendiquent.

Notre lutte contre l'idéologie dominante consiste en une pratique consciente anti-étatique. Le combat contre l'idéologie dominante ne peut être efficace que s'il vise directement sa fonction (reproductrice de relations sociales d'exploitation et d'autorité) et ses supports institutionnels (les Appareils d'Etat).

Les orientations générales et les constantes du combat anarchiste, aussi nécessaires que soient leur connaissance et leur popularisation, ne sauraient constituer une idéologie au même titre que l'idéologie "scientifique" marxiste-léniniste. L'idéologie en tant que fausse conscience ne peut que caractériser une société de classes. Tout projet de changement radical qui ne s'accompagne d'une relativisation de l'idéologie en tant que fausse conscience (que l'on se donne-souvent inconsciemment-pour s'imposer ou s'affirmer) ne peut qu'aboutir à une substitution, à un bouleversement peut-être, mais pas à un changement du caractère de classe de la société.

Ce qui peut paraître paradoxal mais cela n'a rien enlevé de son efficacité, c'est que le combat anarchiste a été aussi-et parfois, surtout,-un combat idéologique, parce qu'il s'affrontait systématiquement aux institutions étatiques fonctionnant à l'idéologie-sans pour autant se revendiquer d'une idéologie trop systématique ou totalisante.

Il est évident qu'il ne s'agit là que d'une dimension du combat anarchiste qui, si elle l'explique, n'excuse pas sa désertion du mouvement ouvrier.

Coupé de ce dernier la lutte anti-étatique se déroule sur des sables mouvants et son aboutissement est ... à jamais condamné.

*

APPAREILS IDEOLOGIQUES D'ETAT

.....

On s'inquiète de plus en plus, à juste titre, de ce qui est appelé "fascisme quotidien", qui se met à proliférer dans tous les domaines de la vie sociale, dans les "démocraties" industrielles. Et on se sent d'autant plus désarmé, que l'antifascisme classique se révèle complètement impuissant, dérisoire, sinon ridicule face à ce danger (pour ne pas parler de sa récupération par les promoteurs objectifs du nouveau fascisme!).

Le fait est, nous le pensons, que la fascisation dans le fascisme traditionnel est le produit du fonctionnement de l'Etat à la répression violente, alors que ^{dans} ce fascisme qui est déjà presque quotidien, la fascisation est le résultat du fonctionnement de l'Etat, tout entier à l'idéologie. Le danger est important car à tout moment peut se produire un basculement : la répression physique et la répression idéologique sont deux aspects ou plutôt deux moyens qu'une même réalité, le Capital, se donne à travers son Etat pour assurer son règne.

Dans ce contexte, la politique révolutionnaire antiétatique peut jouer un rôle décisif, sinon le combat révolutionnaire dans l'hypothèse d'une victoire ne peut qu'aboutir à la reproduction d'un fascisme ou de l'autre.

*

*

Dans le cadre de ce deuxième type d'Appareil d'Etat fonctionnant prioritairement à l'idéologie, il y a un grand nombre de changements qui obligent les anarchistes à modifier certaines de leurs réponses "traditionnelles" aussi bien au niveau des analyses des différentes institutions en question, qu'au niveau de la pratique proprement dite.

Nous pouvons retenir notamment des mutations d'accent (ce n'est plus l'Appareil d'Etat Religieux mais le Scolaire qui constitue le lieu privilégié d'une manifestation efficace de l'idéologie dominante), des changements qualitatifs fonctionnels (par exemple dans l'Appareil d'Etat Information, avec le développement spectaculaire des mass-médias, de leur poids social), l'érection d'un certain nombre d'institutions en un Appareil d'Etat (le Syndicat), enfin l'apparition de nouveaux problèmes (l'Environnement). La liste est loin d'être exhaustive.

Ces phénomènes nécessitent une analyse systématique (et faite à partir des contestations souvent latentes, ou confuses faisant jour chez ceux qui sont directement concernés, visés.). Il s'agit donc d'un travail complexe et de longue haleine - quoique très urgent - dont la pratique révolutionnaire ne peut pas faire l'économie. Dans le texte suivant nous allons aborder quelques traits généraux et suggérer quelques points de départ d'analyses.

*

Un des points où l'on peut taxer l'anarchisme d'inactualité est l'anticléricalisme, dont l'objet (EGLISE) est loin de jouer actuellement le rôle qu'elle jouait au siècle dernier et au début de celui-ci; ce qui caractérise notre époque, c'est beaucoup plus l'indifférence que l'athéisme ou la croyance. Pourtant l'Eglise et son message, loin d'être détruits se sont plutôt transformés; disons que la fonction qu'elle avait se manifeste aujourd'hui à travers d'autres institutions, sans que l'on s'en rende compte. L'antimilitarisme à outrance et l'assimilation (non sans raison) du Parti à l'ancienne Eglise ont d'ailleurs enregistré indirectement ce phénomène. Mais tout cela n'enlève rien au caractère foncièrement réactionnaire de l'Eglise actuelle dont le rôle ne doit pas être excessivement négligé. Sur tout que l'on assiste à l'apparition de nouvelles formes de religion (Moon par exemple) qui jouissent souvent de la complicité

té des autorités étatiques (Information, Police), et qui dans la mesure où elles prendraient un certain essor pourraient prendre la place des Eglises "classiques". Le combat contre ces nouvelles religions doit être prudent et clairement démystificateur afin d'éviter de faire leur jeu.

Il est à retenir également le développement inespéré de la religion dans les pays où le marxisme-léninisme est religion d'Etat, orthodoxie des régimes qui permet au christianisme de retrouver ses velléités subversives; il en est de même dans certains pays, pour le catholicisme, ceci grâce à la radicalisation d'une certaine partie du clergé (volonté-peut-être inconsciente- de renforcer l'institution en décadence). Il ne s'agit cependant pas, à première vue, de phénomènes durables donc dangereux.

*

Qu'il s'agisse de la maternelle ou de l'université, c'est l'Ecole qui est le lien le plus significatif du rôle de l'Etat dans la reproduction des rapports de production et d'autorité, de par sa fonction spécifique de formation des forces de travail adaptées au système productif-répressif capitaliste.

Avant l'armée ou les médias, plus que dans la Famille, c'est à l'école que l'on inculque à l'individu, l'idéologie dominante; tout ce qui va constituer un obstacle à sa libération: hiérarchie, autorité; intériorisation de la répression, division travail manuel/intellectuel, division homme/femme, enfant/adulte, lui est inculqué.

La lutte à l'intérieur de l'Ecole, qu'il s'agisse des "éducateurs" ou des éduqués ne peut être considérée comme potentiellement révolutionnaire que si elle s'accompagne d'une remise en question des rapports de reproduction spécifiques scolaires (Educateur/éduqué par exemple). Dans les luttes revendicatives, même à caractère immédiat, tout doit être fait pour que leurs acquis, s'inscrivent dans un processus révolutionnaire, n'allant plus ainsi renforcer l'institution scolaire (réforme de fait).

Dans ces luttes c'est tout d'abord à ceux qui subissent la hiérarchie et ensuite à ceux qui l'exercent (malgré eux parfois et sans avoir un grand pouvoir de décision) d'avoir l'initiative, voire d'apporter selon leur pratique des réponses nouvelles, de créer des situations d'éducation fondées sur la collaboration, inédites et critiques, portant le combat anti-étatique, anti-capitaliste dans l'institution scolaire.

*

*

Si l'on voulait présenter l'Etat en le représentant par une de ses institutions, on prendrait la FAMILLE, décidément analogie la plus adéquate et accessible .

Le bon fonctionnement de la famille (traditionnelle ou libérale) assure le bon fonctionnement de l'Etat, dont elle est la plus fidèle courroie de transmission (idéologie dominante, autorité, apprentissage de la soumission à l'adulte, au père, au chef, lieu de guerre civile permanente où l'on tue un enfant, un désir, la différence, champ d'application de la norme étatique, mariage)
 Tout ce qu'on y investit ne tarde jamais à apporter ses fruits; le soin que l'Etat lui accorde va si loin qu'emême sa contestation est prise en charge, réglée et récupérée.

La lutte contre la famille, donc pour la communauté libre , doit être menée à plusieurs niveaux : alternatives à opposer, analyses permanentes , mettre en relation cette institution avec une autre et provoquer un débat de masse.....

Néanmoins, nous devons faire une remarque concernant les luttes pouvant s'inscrire dans ce processus historiquement nécessaire de destruction de la famille: qu'il s'agisse du problème de la femme, de l'enfant, de l'homosexuel(le), ou d'un autre, il ne faut pas oublier que, si c'est à eux que doit appartenir l'initiative dans la lutte, leur émancipation vaudra avec celle de leur "ennemi" immédiat (l'homme, l'adulte, ...)

Pourtant les victimes de l'Etat phallocrate, adulte, "normal", ne peuvent oublier que l'émancipation ne s'accorde pas: elle se prend. En même temps, cette émancipation ne pourra jamais aboutir si elle n'est pas prise en charge par la majorité de la société.

*

A travers les institutions spécialisées - presse, télévision, radio- qui constituent l'Appareil d'Etat INFORMATION , l'information se révèle n'être qu'une déformation des faits, systématique, et contribuant à l'endoctrinement, con-formation à l'idéologie dominante. Ceci est tout aussi valable dans les "démocraties" libérales (où l'on utilise criardement l'évènement, que l'on fabrique même à l'occasion, en l'accompagnant d'une savante occultation du processus social-politique ou idéologique, qu'il doit faire accepter) que dans les dictatures militaires ou bureaucratiques (où l'affirmation triomphaliste du processus déclenché par le pouvoir, réduit l'évène-

ment à une simple illustration.

Nous sommes dans l'un des domaines où l'on peut voir clairement comment des découvertes et un progrès technique impressionnant, ont été appropriés, et sont au service du pouvoir matraqueur. Le combat par rapport à l'information doit tenir compte de deux aspects du problème: la nécessité d'utiliser ~~ce système d'informa-~~ ~~tion~~ ~~pour~~ ~~faire~~ ~~connaître~~ ~~et~~ ~~mieux~~ ~~affirmer~~ les luttes et la nécessité de mettre en place des systèmes d'information qualitativement différents et à fonctionnement particulier.

*

En ce qui concerne l'HABITAT, l'attitude de l'Etat a beaucoup changé; si au début sa politique tendait à enfermer les travailleurs dans des ghettos, c'est toute une politique de déterritorialisation des individus qu'il développe aujourd'hui. Une des conséquences et pas la moindre, en est l'incommunicabilité dans laquelle se trouvent les individus condamnés à se reproduire en famille autour d'une télé et à consommer des loisirs coupés de leurs réalités sociales. Si cette politique atteignait ses objectifs, même les manifestations collectives quotidiennes des travailleurs, seraient contrôlées.

*

Nous n'allons pas nous intéresser à l'Appareil CULTUREL d'Etat. Faisons cependant une remarque à propos de ce qui est appelé dans ce système de référence "Culture Populaire"; et qui n'est souvent que la reproduction par les masses citadines ouvrières (le folkore pose un problème différent) de résidus de la culture bourgeoise.

On ne peut avancer ce terme que dans un moment où l'autonomie ouvrière est extrêmement avancée; le style populaire "libertaire" des années 1900 et le poids du syndicalisme révolutionnaire et du mouvement anarchiste à cette époque, par exemple.

*

Lorsqu'on taxe les anarchistes d'incapacité organisationnelle, on oublie qu'elle est due à une critique de l'Appareil d'Etat Politique auquel ils refusent d'appartenir. En effet la négation systématique de l'appareil politique fait partie du combat anarchiste, et c'est l'un des aspects de son antiétatisme, qu'aucun révolutionnaire ne saurait négliger sauf à perdre sa spécificité. Nous ne pouvons traiter ici des différentes formes que l'Appareil

Politique d'Etat peut avoir selon les intérêts globaux du Capital à un moment donné, dans un pays déterminé (système parlementaire bourgeois, dictature du (sur le) prolétariat, régime militaire, monarchie, etc...). Cependant leur connaissance est extrêmement nécessaire pour l'efficacité du combat anti-étatique, qui doit être mené spécifiquement selon les formes concrètes que l'Appareil d'Etat Politique prend à un moment donné. Il est stérile de combattre le système parlementaire bourgeois avec des arguments valables pour la monarchie ou la dictature sur le prolétariat.

L'objectif principal de ce combat est la mise en évidence du caractère mystificateur des formes politiques en question.

La négation anarchiste de l'appareil politique étatique implique nécessairement l'affirmation de l'organisation sociale anti-étatique. Cet aspect est souvent négligé par les anarchistes militants, les conséquences, assez dramatiques, apparaissent lors de ce phénomène typiquement libertaire qu'est l'auto-destruction cyclique du mouvement anarchiste.

S'il ne s'agit que d'un phénomène cyclique et que l'on ne peut vraiment sanctionner la disparition totale de l'anarchisme, c'est qu'il est combat, attitude objectivement nécessaire dans le processus d'émancipation de la société.

Mais cela n'exclut pas le fait que l'Etat et le Capital, cibles de ce combat, peuvent arriver à l'affaiblir, à le minimaliser et à le marginaliser. C'est pourquoi, et il faut en être bien conscient, l'aboutissement et la généralisation de la pratique anarchiste ne se réaliseront pas de par leur objectivité ou leur nécessité uniquement, mais par l'action conséquente de ceux qui s'y inscrivent consciemment.

Le puritanisme anti-organisationnel anarchiste ne fait pas plus avancer l'émancipation sociale que le terrorisme étatique des partis. D'ailleurs les partis politiques n'ont été imposés, (partiellement et temporairement) par la social-démocratie autoritaire, au mouvement ouvrier que dans le creux du mouvement anarchiste.

La simple dénonciation des méfaits de l'action des partis politiques du point de vue des travailleurs ne constitue pas en soi un argument suffisant pour l'affirmation anarchiste. Ce n'est que l'auto-organisation des luttes par ceux qui sont directement concernés et les formes organisationnelles qui en découlent, qui peu-

vent faire avancer le mouvement révolutionnaire sans et parfois contre les partis.

La réactualisation de la problématique libertaire de l'organisation est due à l'apparition, indépendante parfois de l'action des militants anarchistes, de toute une série de problèmes, phénomènes, pratiques nouvelles (défaite des autoritaires : le socialisme étatique, inévitable dégénérescence bureaucratique-réformiste des partis; écologie; élargissement de certaines pratiques au début ponctuelles : contre l'armée, la famille, l'école ; problème de l'autogestion;...) Si les réponses à ces questions ne peuvent qu'être libertaires (l'échec des gauchistes, nécessairement dépassés par la dynamique propre à ces groupes le montre bien), il ne faut pas oublier que la situation actuelle est sensiblement différente de l'époque de gestation des différentes formes d'organisation anarchiste "classique" (fédération de synthèse, syndicat révolutionnaire, ou même plateforme d'Archinoff).

Dans le dernier chapitre, nous avancerons quelques propositions en ce sens et esquisserons une analyse minimum des nouveaux facteurs à prendre en considération. Pour l'instant, nous rappellerons deux aspects du problème :

- Le combat anarchiste ne réside pas seulement dans le type de moyens organisationnels qu'il entend se donner, mais aussi dans des objectifs spécifiques : ANTI-CAPITALISME et ANTI-ÉTATISME.
- Le projet organisationnel libertaire ne peut pas faire l'économie d'une analyse critique de l'Appareil Politique d'Etat, donc du souci de ne pas reproduire les structures du pouvoir d'Etat.

*

Il convient de distinguer dans le cadre des institutions constituant l'Appareil d'Etat SYNDICAL, d'une part celles qui structurellement et explicitement soutiennent l'Etat-Capital (le syndicat vertical fasciste et le syndicat organisant la production de l'Etat-Parti auto-proclamé populaire ou prolétarien), et d'autre part le syndicat intégré et réformiste par rapport au Capital, et le syndicat "politique" à la traîne du parti politique également réformiste par rapport à l'Etat.

Le syndicat révolutionnaire du début du siècle est l'organisation spécifique des travailleurs : anti-capitaliste dans ses objectifs immédiats et à long terme (abolition du salariat) et anti-étatique (de par sa structure s'opposant au système centraliste et hiérarchi-

que propre aux institutions étatiques); ce syndicat avance une structure permanente révolutionnaire de combat et propose également des structures d'organisation-surtout de la production-antiétatique fondant le communisme libertaire.

Nous considérons donc que de par leur nature et leur fonctionnement, le syndicat révolutionnaire et le syndicat réformiste, constituent deux réalités institutionnelles différentes voire opposées.

Quelle attitude doivent prendre les militants libertaires vis-à-vis des syndicats tels qu'ils sont aujourd'hui-étatiques et réformistes- Il est difficile de répondre à cette question, de façon claire, c'est-à-dire sans se trahir ou au contraire en prônant l'inactivisme déjà légendaire des libertaires en ce domaine. Ce n'est qu'une pratique dans les luttes des travailleurs qui peut apporter un début de solution; or ce combat se mène essentiellement dans le syndicalisme réformiste. Nous ne disons pas que les luttes des travailleurs passent uniquement par le syndicat, ni que l'intervention des révolutionnaires doit se faire uniquement à ce niveau. Le problème est que pour avoir la possibilité d'une pratique continue en temps que travailleurs, pour réussir à affirmer nos objectifs révolutionnaires et leur donner une possibilité d'aboutissement, nous sommes obligés de faire appel à des structures permanentes de luttes qui, ne peuvent être que syndicales maintenant, temporairement; la présence de libertaires dans les syndicats réformistes est l'unique possibilité d'intervention constante dans la lutte du prolétariat.

Il ne s'agit pas pour autant de transformer le syndicat en courroie de transmission des objectifs libertaires mais de se donner les moyens d'être présents en permanence dans les luttes.

C'est à travers ces luttes que va se (re)construire différemment une organisation spécifique des travailleurs à l'égal du syndicat révolutionnaire, mais selon les exigences du combat à l'époque actuelle, pouvant répondre et attaquer l'Etat-Capital dans son développement actuel. La participation des libertaires au syndicat ne doit évidemment pas entraver la dénonciation systématique de sa bureaucratie et de sa collaboration avec l'Etat-Capital; elle ne doit pas entraver non plus les recherches de formes organisationnelles ponctuelles-comités de lutte, comités d'action, groupes autonomes d'entreprises- ou permanentes-coordination de comités de luttes, ...-plus propres au combat révolutionnaire des travailleurs.

ANTIÉTATISME MILITANT

Nous avons essayé jusqu'ici de donner un certain nombre d'indications et de donner un certain nombre d'éléments pertinents, pouvant constituer des repères pour le combat antiétatique. Nous avons sommairement passé en revue les Appareils d'Etat et les Institutions qui les composent, afin de suggérer le caractère complexe, multiple et nécessaire du combat antiétatique. Il est bien évident que seule une analyse systématique faite par les groupes directement concernés et, s'accompagnant de la forme de lutte qu'elle implique, pourra effectivement rendre un contenu au combat contre l'Etat dans son développement actuel.

La multiplicité des fronts à mener, la complexité de l'adversaire dans sa configuration actuelle et surtout la rareté des pratiques anti-autoritaires de masse, pourraient nous dérouter et nous amener à des positions du type: "Tout ou plutôt rien faire".

Pour éviter cela, essayons de poser plus clairement l'attitude à prendre par chacun dans ce combat.

Le trajet global du combat antiétatique ne peut pas être celui de chacun, vu ses implications et sa nature complexe; il découle de cette constatation une série de pratiques à caractère souvent différent, mais en permanente coordination. Il doit y avoir consentement conscient et prise en charge réciproque, soit acceptation mutuelle et soutien actif réciproque, sans lesquels ces pratiques ne pourront jamais s'inscrire de façon économique donc efficace, dans le

processus révolutionnaire. La spécialisation ou la complémentarité qui en découle n'est pas le résultat d'un choix tactique en vue d'une efficacité, mais celui des causes réelles génératrices des pratiques anti-autoritaires. Lutter contre l'Armée plutôt que contre les médias, lutter pour l'émancipation de l'enfant ou contre la bureaucratie syndicale, ce n'est pas choisir; c'est répondre en attaquant à une agression dont on est quotidiennement victimes, selon les conditions d'exercice de la contrainte sur nous. Accepter l'Autorité d'autrui, c'est renoncer à vivre pleinement ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE, c'est tout d'abord un acte de nécessité puis ensuite de volonté. Ce qui ne veut pas dire, se mettre à l'écoute d'on ne sait quelle nécessité absolue et inébranlable, que des intellectuels bourgeois auraient à décrire et adapter selon les ordres des "dirigeants responsables".

Le caractère historiquement nécessaire de notre combat ne doit pas le rendre abstrait à ceux qui veulent s'y inscrire; le rapport à l'Etat doit se faire à travers l'institution dont chacun dépend au moment de la prise de conscience.

L'immédiateté de notre démarche (il s'agit d'une condition préalable à l'action directe) peut éviter la délégation des acquis des luttes, ... Être anarchiste; c'est combattre jusqu'au bout l'institution à laquelle on se heurte, de par ses conditions données d'existence, tout en tenant compte des luttes menées par les autres vis-à-vis des institutions étatiques qui les concernent. En tenir compte, cela veut dire, ne jamais perdre de vue le processus révolutionnaire dans lequel on s'inscrit spécifiquement, faire avancer sa propre démarche et l'articuler par rapport à celle des autres dont on est activement solidaire, s'organiser de sorte qu'il y ait un renforcement de la cohésion globale révolutionnaire.

Lorsqu'on ne tient pas compte des démarches parallèles - même si l'on a une démarche extrêmement subversive, apparemment logique et révolutionnaire - on ne fait que parcelliser le combat; qu'empêcher sa généralisation et par conséquent lui fermer les portes d'un débouché révolutionnaire (La lutte contre l'École, l'Armée, ou la Famille, vise à la destruction des instances spécifiques du rapport fondateur de cette société: l'Autorité, par exemple).

*

Le morcellement de la réalité qui nous entoure n'est que le produit de l'action du Capital à travers l'Etat, et qui ne fait que justifier l'Autorité de son règne.

Les contradictions du genre homme/femme, enfant/adulte, élève/prof, etc.....non antagoniques en dernière analyse, ne sont que le produit de l'activité de l'Etat, consolidant son rôle d'arbitre. Ce n'est qu'en démystifiant ce morcellement, en étant conscient de ses causes historiques, que l'on peut participer réellement à la destruction des rapports d'Autorité (instituant/institué) et de leur contrepartie économique: les rapports de production d'exploitation. Cela veut dire être conscient de la nécessité d'accéder à la totalité de notre vie directement en tant que société et non plus par le truchement de l'Etat et des divisions qu'il implique.

La nécessité d'accéder à la totalité de notre vie, ne peut être affirmée que par la dénonciation du caractère faux de la totalité que l'Etat peut nous accorder et qui est fondée sur l'exploitation (d'une façon ou d'une autre) de l'homme par l'homme ; ce qui s'oppose donc à la démarche sociale anarchiste, qui entend rendre possible à l'individu, l'accès direct à la totalité de sa vie, c'est la démarche étatique, forcément totalitaire puisqu'elle impose à la société une totalité qui ne lui est pas propre, qui n'est que l'apanage d'une classe sociale vivant sur le dos de la société à travers l'Etat.

*

*

Défensif vis-à-vis de la répression et distinctif vis-à-vis des sociaux-démocrates, donc synonyme en quelque sorte du mot "anarchiste" le terme "LIBERTAIRE" avait une acception plutôt anecdotique au début. Il nous paraît important de rendre plus de consistance à ce terme afin d'éviter toute une série de confusions (dont les conséquences peuvent être plus ou moins graves)

LIBERTAIRE ne veut pas dire: pour la conservation des libertés permises au temps de la bourgeoisie, donc économie d'un changement et d'une critique -il y a pour cela un mot qui suffit: "libéral". Libertaire n'a pas grand chose à voir, non plus, avec tout ce qui relève du libertinage (transgression de la norme, qui a pour résultat la plupart du temps, le renforcement de cette norme, au vu de l'absence d'une critique globale et d'une remise en cause sociale de la norme); encore moins avec une certaine gentillesse imbibée de toutes sortes d'humanismes bourgeois inoffensifs.

Etre libertaire, voir le syntagme dont il peut faire partie, (mouvement libertaire, communisme libertaire, pratique de masse libertaire, etc....), c'est lutter contre la bourgeoisie tout en s'attaquant à son organisation de classe, l'Etat, dont le principe de fonctionnement est l'Autorité instituée.

A la différence des sociaux-démocrates de tout acabit qui prévoient le dépérissement de l'Etat, la transformation de ses institutions par la prise de ses positions-clés, donc l'imposition du "socialisme" à travers l'Etat, les anarchistes prônent la nécessité de le détruire et, de faire fonctionner la société selon le principe de la liberté, contre toute institutionnalisation de normes répondant à des intérêts particuliers. Si être autoritaire, c'est vouloir à tout prix contrôler et diriger les institutions étatiques en promettant de leur donner un contenu différent, tout en renforçant leur caractère normatif-autoritaire, être libertaire c'est lutter frontalement contre ces institutions de telle façon que la société puisse se réaliser pleinement donc librement, contre toute tentative d'une minorité d'imposer aux autres quoique ce soit et d'en tirer des privilèges en conséquence.

On ne naît pas libertaire, on ne l'est pas selon que l'on est plus ou moins coléreux et on ne le devient pas à travers des relations affinitaires privilégiées. Le problème n'est pas là; il s'agit d'un rapport très concret à l'institution étatique dans toutes les formes où elle se manifeste.

*

CHAPITRE 4

LE POLITIQUE CONTRE LA POLITIQUE

L'apolitisme déclaré par les anarchistes, s'accompagnant de leurs interventions révolutionnaires qui ont elles, d'évidentes conséquences politiques, a toujours constitué un des aspects les plus paradoxaux, puisque mal compris, de leur démarche. Cela n'a pas manqué d'avoir des conséquences négatives à l'intérieur même du mouvement anarchiste, qui s'est le plus souvent refusé à poser clairement le problème.

Il existe des analogies possibles, bien que le problème se pose différemment avec le cas de termes du type: acratie (sans pouvoir) apatride, et même anarchie. Selon que ses manifestations étaient actives et révolutionnaires pour le mouvement anarchiste le /a/ privatif avait un contenu "contre", "anti"; mais lorsque l'activisme cessait, ce contenu se perdait progressivement en faveur d'utopies de toutes sortes, voire d'un idéalisme objectivement réactionnaire.

Considérer que la société n'a pas besoin dans son développement autonome de "pouvoir" ni de "mystification patriotique" ni de "politique" ni de "gouvernement", entraîne qu'il faut combattre incessamment ces notions et ces réalités, et non pas en faire abstraction. Si la politique est la forme d'organisation et de direction des communautés humaines, à travers les institutions étatiques, et de maintien de l'ordre dans le but d'assurer la domination d'une classe sur une autre, l'objectif des révolutionnaires ne peut qu'

être apolitique. Dans la mesure où l'activité politique spécialisée est une façon de consolider l'Etat donc de faire durer à son profit la lutte des classes, en empêchant ainsi son aboutissement, elle doit être combattue et non reproduite.

Ma is cela n'est possible que si l'on tient compte du politique -l'état du rapport de forces entre les classes à un moment donné- qui est une donnée objective. D'autant plus que la politique est fondée sur l'occultation et la manipulation du politique et de ses potentialités. La dénonciation de la politique à partir de l'analyse du politique devrait être une dimension du combat anarchiste.

Démasquer l'activité politique (y compris celle qui est faite au nom de la classe ouvrière et dont la fonction est d'atténuer les luttes de classe, au profit de la paix sociale et d'éterniser l'Etat), c'est rendre nécessaire le processus révolutionnaire, c'est déclencher la guerre de classe .

Au-delà de tout puritanisme apolitique, les anarchistes doivent accompagner leur pratique d'une analyse systématique des rapports de force .

*

CHAPITRE 5
 POUR UNE COORDINATION ANARCHISTE DE CLASSE
 ET A CONTENU ORGANISATIONNEL .

En englobant les partis politiques dans le système d'institutions constituant l'Appareil Politique d'Etat, nous avançons le rapport critique que les révolutionnaires doivent adopter vis-à-vis de ce type d'organisation politique. A partir des raisons du rejet du Parti en tant qu'institution étatique, on peut conclure à une définition en négatif de l'organisation révolutionnaire: il s'agit d- une organisation qui ne reproduit pas les structures du pouvoir; soit l'organisation sociale qui de par sa structure et son fonctionnement aura un contenu non seulement différent mais opposé à l'organisation étatique; elle devra:

- 1) Assurer l'auto-défense de la société vis-à-vis des agressions économiques et idéologiques du Capital et de l'Etat, la satisfaction des revendications quotidiennes de la société étant souvent vitale pour sa survie, s'inscrire efficacement dans la lutte des classes du côté des opprimés.
- 2) Mener une lutte systématique dans les conflits naissant de circonstances particulières ou délibérément déclenclées, pour leur assurer une capacité d'attaque, une action autonome et créer une situation de rupture en les inscrivant dans un processus révolutionnaire dont l'objectif est l'émancipation totale de la société, donc la destruction du Capital et de l'Etat. Bref, avoir une pratique révolutionnaire dans la lutte des classes, dont le produit serait la GUERRE DE CLASSE .

3) Avancer à l'intérieur des luttes, des structures d'organisation sociale capable d'assurer les conditions nécessaires de développement de la société sans/contre l'Etat et le capitalisme; Rendre donc possible le communisme libertaire.

Indépendamment et contre les projets sociaux-démocrates (réformistes, libéraux et autoritaires) que la bourgeoisie a essayé de lui inculquer, le prolétariat à travers l'action de ses éléments les plus radicaux, les anarchistes, s'est donné à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, une organisation spécifique (le syndicat révolutionnaire) pouvant assurer son émancipation et celle de la société toute entière.

Son échec repose le problème de l'organisation révolutionnaire, dont la constitution aujourd'hui doit tenir compte de l'actuel rapport de forces.

Les anarchistes militants voulant s'inscrire dans le combat pour une telle organisation sociale doivent prendre en considération toute une série de facteurs qui ont transformé la situation sociale, économique, et politique du début du siècle:

1) l'évolution du Capital et de l'Etat, dont les conséquences les plus importantes pour les luttes visant à les détruire, sont la hiérarchisation donc la division du prolétariat d'une part, et le renforcement et perfectionnement de la répression idéologique d'autre part.

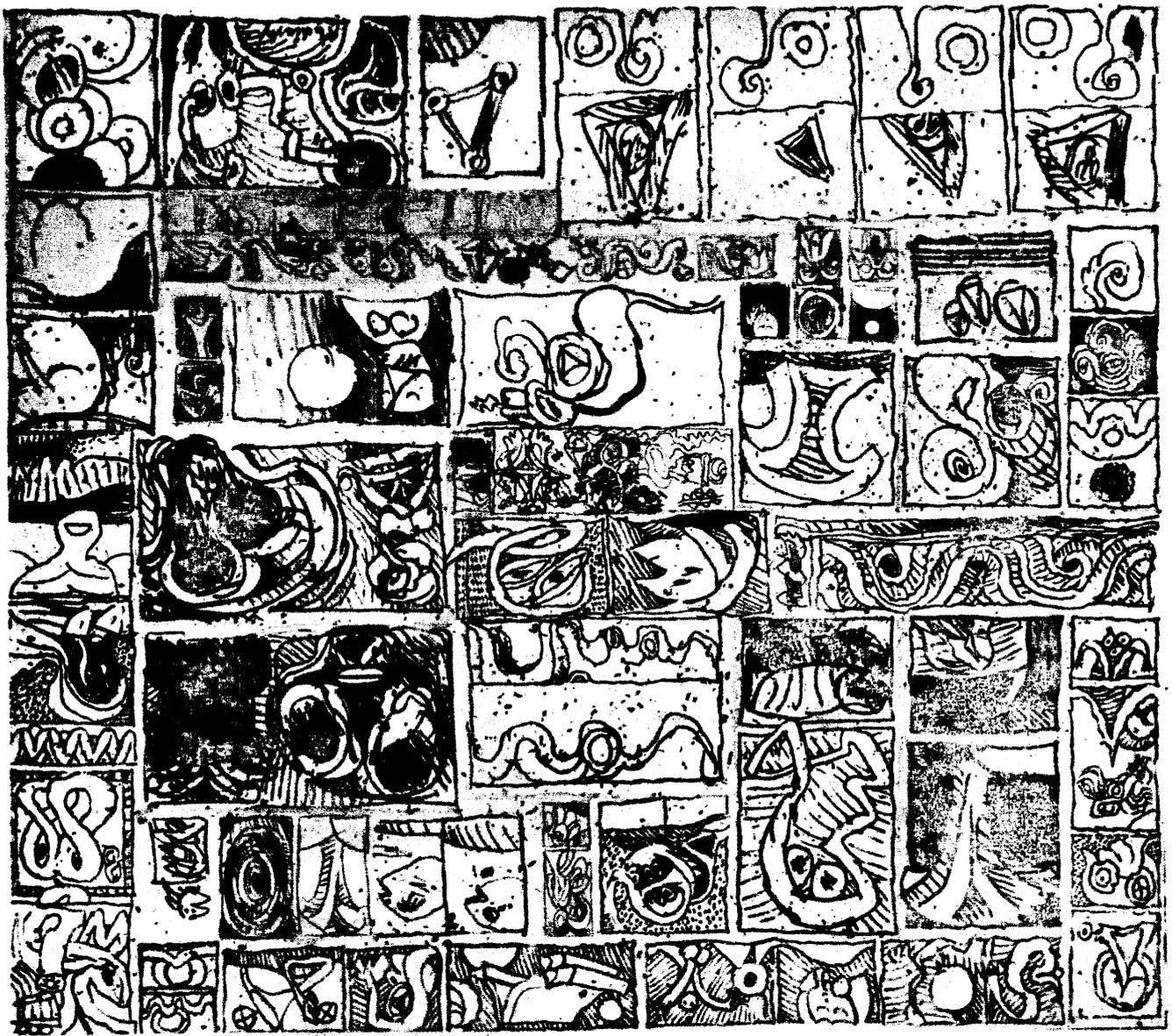
2) le pouvoir actuel des formations politiques relevant du projet social-démocrate - aux aguets des luttes sociales et capables d'offrir les instruments nécessaires à leurs aboutissements immédiats canalisant ainsi les acquis de ces luttes dans leurs intérêts de formations politiques, et non pas dans l'intérêt de ceux qui luttent.

*

C'est par rapport à ces prémisses que nous considérons nécessaire de donner à COORDINATION ANARCHISTE un caractère plus net de CLASSE (coordination des pratiques dans la lutte de classe dans toutes ses instances, visant au déclenchement de la guerre de classe et ayant comme objectif l'émancipation totale de tous les opprimés) et un CONTENU ORGANISATIONNEL (capable non seulement de coordonner des luttes déjà existantes mais aussi d'en déclencher d'autres et d'assurer l'inscription des acquis de ces luttes dans un processus révolutionnaire).

*

* P.S. Après ce dernier point, suivent les propositions organisationnelles, que nous ne pouvons reproduire ici.



* Ce texte a été repassé à l'A.O. ; il figure ici à titre de document et non de carte de base U.A. .

BASES THEORIQUES

POUR UNE

STRATEGIE LIBERTAIRE



GROUPE J. GRAVE

*

Il n'est pas possible de poser le problème de la stratégie libertaire sans déclencher immédiatement une querelle de mots. Le mot stratégie lui-même est souvent tabou et à juste titre puisqu'il fait penser aux directives d'un état-major avec tout ce que cela peut comporter d'autorité, de centralisme, de hiérarchie et d'esprit militariste.

Il n'est évidemment pas question de cela pour une stratégie libertaire.

Nous entendons par là, tout simplement, l'ensemble des moyens utilisés pour préparer et réussir la révolution, à la double condition que ces formes de luttes jaillissent spontanément et qu'elles fassent en même temps l'objet d'une analyse permettant de les intégrer dans une vision globale leur donnant cohérence et efficacité, cette analyse devant créer de nouvelles motivations se répercutant sur la pratique.

La stratégie libertaire doit donc être en équilibre dynamique:

ACTIONS SPONTANÉES \longleftrightarrow ANALYSE "GLOBALISANTE"

*

I Lutte de classe et/ou lutte contre l'Autorité

C'est quand on aborde les bases théoriques de cette analyse que le bât blesse et que le mouvement anar se scinde en deux. Une première partie considère que l'individu est aliéné par l'Autorité, que le combat anarchiste revient partout et toujours à lutter contre cette Autorité, que le marxisme en est un exemple et que le concept de lutte des classes ne peut donc être accepté. Une autre partie des anarchistes exige comme préalable à toute analyse la reconnaissance de la primauté des facteurs économiques et considère donc la lutte des classes comme point de départ de toute réflexion et de toute action.

L'incompatibilité est donc totale. On constate encore une fois que le dialogue est impossible en grande partie à cause des mots: une même expression est tabou pour les uns et la clé de tout pour les autres. Il faut donc réamorcer le dialogue en précisant le contenu que l'on donne à cette expression, sans oublier le contenu affectif plus ou moins conscient (attachement ou répulsion) qui vient empêcher toute objectivité. C'est en effet uniquement au niveau sémantique ou psychologique que se situent les difficultés, car dans les faits, rien ne devrait empêcher le dialogue.

En premier lieu "La vision marxiste de l'influence décisive de l'économie sur le développement des rapports politiques, juridiques, idéologiques, moraux et religieux ne peut être entendu en aucune façon comme un rapport mécanique (2). "Tous les autres rapports non économiques ont un déroulement relativement autonome, provoquant chez les hommes des besoins, intérêts ou buts nouveaux. On peut seulement dire qu'à long terme le système économique influence sans doute les rapports sociaux.(1)."

Si donc des économistes éminents se disant marxistes, reconnaissent la relative autonomie des facteurs non économiques, on se demande pourquoi des anarchistes iraient rejeter une analyse sociale des rapports d'autorité. D'ailleurs l'exploitation ne se perpétue-t-elle pas grâce au conditionnement de tous à l'AUTORITE (3), conditionnement sans lequel la révolution serait faite depuis longtemps?

(1) - "Cité nouvelle". n°167 fev 76. Article de Spartaco Lucarini résumant l'économiste du printemps de Prague.

(2) - "Marxisme-léninisme et société" d'Ota SIK

(3) - "Pour décoloniser l'enfant". Sociopsychanalyse de l'autorité.
(Gérard Mendel)

A l'inverse, l'importance des facteurs économiques ne peut être niée. Ce qui est rejeté, ce n'est pas le fait que la majorité de la population est exploitée et donc aliénée par une minorité, mais c'est l'analyse marxiste qui en est faite. Il suffit donc d'en extraire les parties irréfutables et de les réécrire avec un autre vocabulaire pour que la difficulté disparaisse.

Prenons le concept de lutte des classes; la plupart des anarchistes affirment qu'elle n'existe plus. Qu'en est-il exactement?

II Les classes sociales

Au 19^e siècle : - la société est nettement divisée
 - les barrières entre classes infranchissables
 - revenus, pouvoir, culture, mentalité sont différenciés à l'extrême .

Maintenant nous constatons :

- une hiérarchisation des revenus, de l'autorité, de la culture (éventail des salaires de l'O.S. à l'ingénieur... du pouvoir du chef d'équipe au pouvoir du cadre administratif)
- des décalages entre ces hiérarchies qui ne coïncident plus complètement (ouvrier aliéné à l'idéologie dominante, pouvoir du petit fonctionnaire.)
- l'aliénation est plus psychologique que matérielle (travail parcellisé sans finalité, pas de loisirs créateurs, villes-dortoirs, etc... bloquent l'épanouissement de l'individu encore plus que le manque de bien-être matériel.

Cette évolution, ces différences n'enlèvent rien à la réalité fondamentale: l'exploitation ne pourra cesser qu'en détruisant toutes les structures créées par le Capital, et cela ne peut se faire que par la lutte des travailleurs.

Cette lutte, pour être efficace au sein d'une société complexe, aux classes profondément imbriquées, doit faire l'objet d'une analyse subtile, dénuée de tout dogmatisme, de tout "a priori".

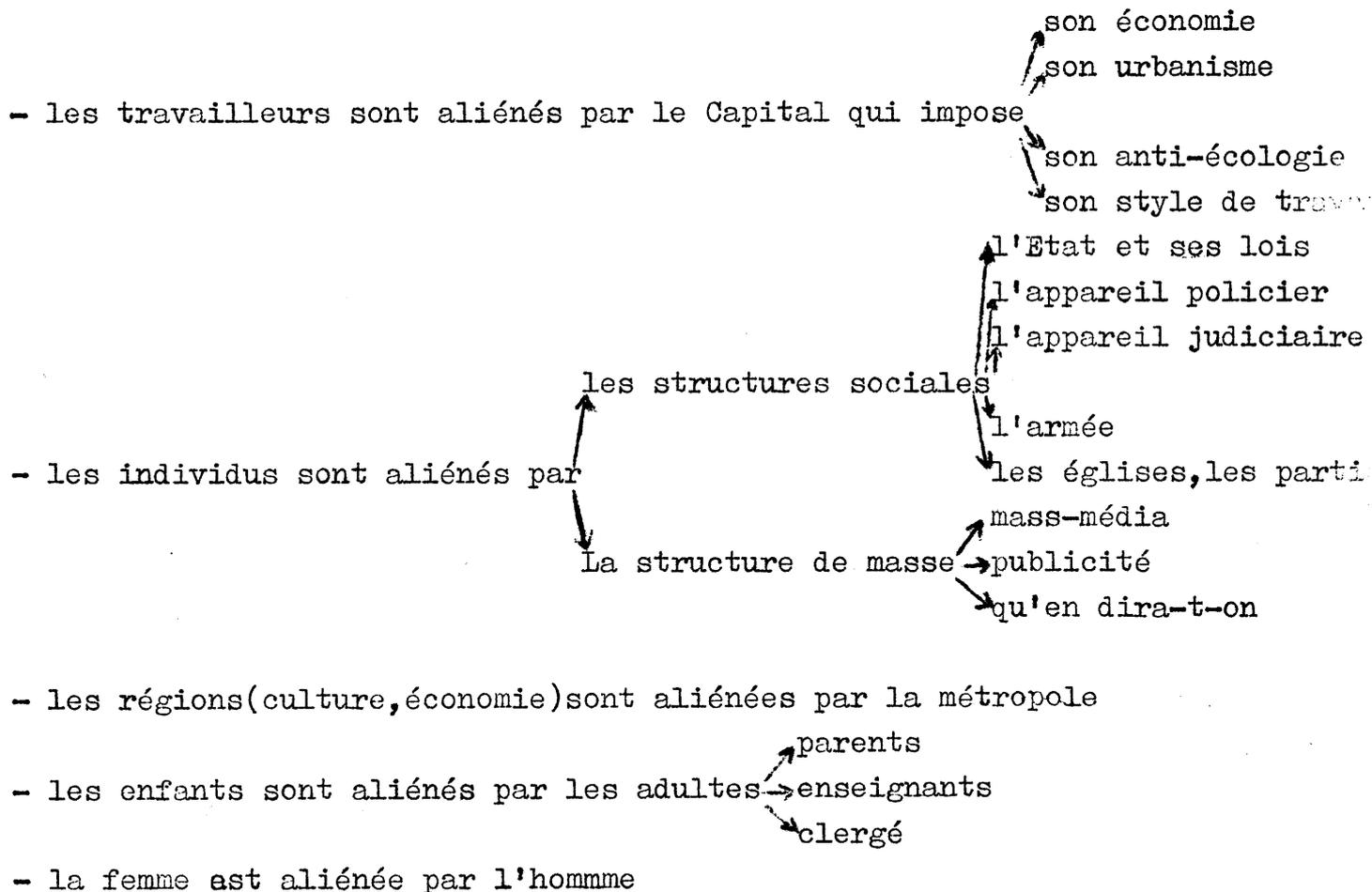
On voit ainsi que les deux phénomènes, lutte des travailleurs et lutte contre l'autorité sont étroitement liés et que toute ana-

lyse exclusive dans un sens comme dans l'autre, ne peut être qu'une vision affreusement simpliste d'une réalité beaucoup plus complexe. Choisir entre les deux phénomènes est un non-sens. Le "OU" doit être catégoriquement rejeté. Quant au "ET", il n'est pas pleinement satisfaisant puisque les deux phénomènes sont interdépendants.

On le voit mieux en examinant de plus près les différentes formes d'aliénation.

III L'aliénation

On peut la schématiser sous forme d'un tableau dont les éléments sont d'importance très inégales, et en très forte interaction.



IV Les outils d'analyse

En toutes circonstances, l'anarchiste doit utiliser l'outil d'analyse le plus approprié au problème partiel qu'il se pose et ne pas avoir peur de piller un peu partout. Une référence n'est pas une adhésion.

On peut donc se référer à:

- Marx , pour l'analyse des forces économiques
- Pavlov pour le comportement de l'individu dans la société de masse (conditionnement)
- Freud pour l'analyse du rôle de l'inconscient dans la création de ce conditionnement, tant au niveau individuel que collectif.
- Stirner, Nietzsche,.....
- Proudhon, par exemple, pour faire apparaître les équilibres entre forces antagonistes.

V Analyse dynamique

Une analyse proudhonnienne de l'aliénation nous permet donc de constater que l'on a affaire à des forces opposées d'importance inégale. Sauf pour le dernier cas (la femme), les forces écrites à droite sont centralisées et nettement prépondérantes.

On peut donc affirmer que l'aliénation dans notre société est due à la supériorité des forces centripètes sur les forces centrifuges, toutes les structures visant à consolider les forces centripètes.

Forces centrifuges (libertaires) ↔ Forces centripètes (aliénantes)

La stratégie libertaire revient donc à accentuer les forces centrifuges de façon à créer puis accélérer le déséquilibre au détriment des forces centripètes jusqu'à l'éclatement des structures aliénantes et l'explosion des forces libératrices, cette explosion étant justement la révolution libertaire.

Il ne reste plus qu'à transcrire noir sur blanc les différentes luttes concrètes résultant de cette analyse.

La société libertaire résultera d'un nouvel équilibre dynamique souple et évolutif celui-là, entre forces centrifuges et centripètes

Fédérations	↔	solidarité internationale
Autogestion	↔	planification concertée
Assemblées générales	↔	mandatés
etc....		

L'objectif est suffisamment exaltant pour nous inciter à redoubler le combat sur tous les fronts.